

le prolétaire

organe du parti communiste international

M 2414 - 392 - 5F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

JUIL. AOUT. SEPT. 1987

5FF / 30FB
3FS / 1000L

n° 392

Sécurité sociale

seule la lutte de classe peut défendre les travailleurs

Les dernières mesures à propos de la Sécurité Sociale et celles qui sont en préparation, provoquent une levée de boucliers de la part des syndicats et des partis de gauche, et de manière générale elles entraînent un important remue-ménage dans tout l'éventail des forces politiques et sociales du pays. Le sujet est, il est vrai, de taille: la Sécurité Sociale, mise sur pied après la dernière guerre, est la clé de voûte de ce qu'on a appelé "l'Etat providence", un ensemble de dispositions qui ont permis d'acheter la paix sociale pendant les décennies de l'expansion capitaliste.

Il n'est évidemment pas question de nier les avantages apportés par le système de sécurité sociale à la situation des travailleurs qui ne courent plus le risque de se trouver du jour au lendemain sans ressources après une maladie ou un accident. Peut-on pour autant dire de la Sécu qu'il s'agit d'une "conquête des travailleurs" ?

Remarquons d'abord que si conquête il y a, elle a été obtenue sans combat et sans que la bourgeoisie et son Etat ne rechignent.

Les ressources de la Sécurité Sociale reposent sur le salaire différé, c'est à dire une partie du salaire non versé aux travailleurs ("cotisations patronales"), plus la fraction reversée par ceux-ci ("cotisations des salariés"). L'institutionnalisation de la Sécurité Sociale a généralisé le système des mutuelles ouvrières qui ne couvrait autrefois pratiquement que les catégories ouvrières les mieux organisées, à tous les salariés.

La bourgeoisie a accordé cette réforme parce qu'elle y trouvait son intérêt en matière de paix sociale et de collaboration de classes. La classe ouvrière confie en effet une partie de son salaire à la gestion tri-partite des syndicats, du patronat et de l'Etat bourgeois, abandonnant en fait complètement sa santé entre les mains de la bourgeoisie. C'est la conséquence (et la démonstration) de l'abandon de son indépendance de classe, de sa renonciation à la lutte de classe révolutionnaire. La bourgeoisie est parfaitement consciente du rôle fondamental que joue encore le système de prestations sociales dans la disparition de la lutte de classe. Une revue patronale écrivait en avril: "...en quoi l'on devrait peut-être y regarder à deux fois dans les milieux patronaux à trop prôner la baisse des charges de la Sécurité Sociale à l'occasion des Etats-généraux. N'achète-t-on pas dorénavant par le salaire indirect le relatif consensus de la nécessité des restructurations industrielles ? Il faudra beaucoup négocier lors des Etats-généraux pour que les réaménagements internes à la Sécu ne lui fassent pas perdre sa fonction globale de compensation à la tolérance au risque de l'entreprise" (1).

La masse financière énorme représentée par les cotisations de la Sécu a eu un

(suite en page 2)

Les masses palestiniennes dans l'étau de l'ordre impérialiste

Après des mois de blocus total des camps palestiniens de Beyrouth et du Sud-Liban par la milice d'Amal, appuyée par la 6ème brigade de l'armée libanaise, conseillée par les éminences grises d'Hafez el-Hassad, épaulée par les bombes compliquées d'Israël et sous l'oeil bienveillant de Hussein de Jordanie les sirènes occidentales des Droits de l'homme et de la Démocratie sont entrées en fonction pour "épargner les pires souffrances au peuple palestinien". Mitterrand, habile dans ce genre de gamme, a "élevé sa voix pour faire cesser le drame des camps palestiniens", couvrant ainsi sa rapacité d'impérialiste sous une toge de commisération. En digne représentant pervers de l'ordre bourgeois démocratique, il ne pouvait se taire sur des actes de barbarie dont il partage pourtant la responsabilité historique comme immédiate, sans faire tomber la voile de croyances fétichistes et d'illusions démocratiques

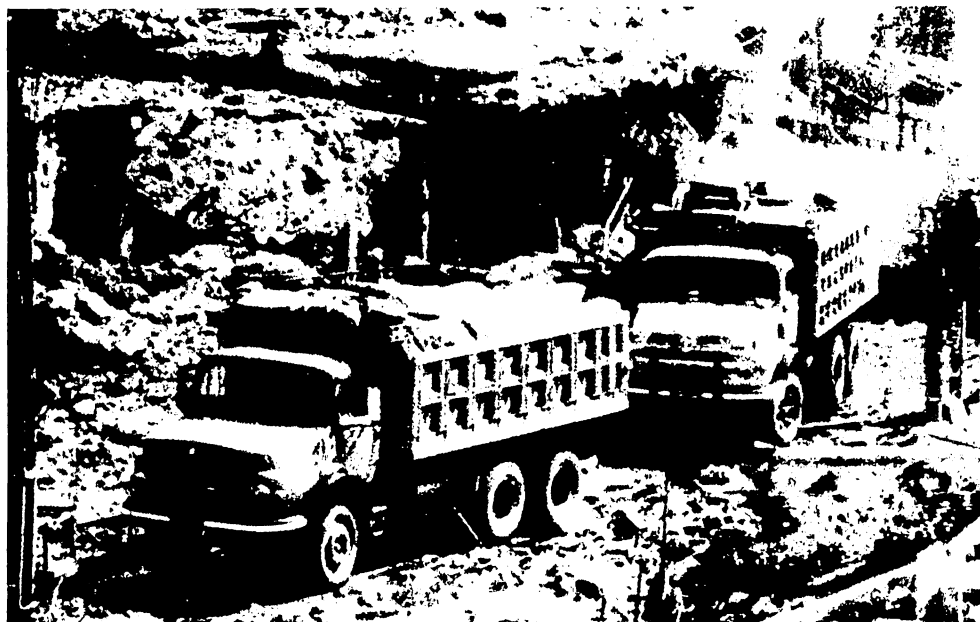
Il y a 30 ans environ, Israël, la France et la Grande-Bretagne tentaient de mettre à genoux Nasser pour récupérer "leur bien", le canal de Suez, et pour faire barrage au nationalisme arabe montant. Dix ans plus tard, Israël menait sa campagne militaire éclair pour écraser toute résistance de ses voisins à sa pression constante et pour mater la lutte des masses palestiniennes qui s'organisent derrière ses frontières.

Depuis maintenant 20 ans, le sionisme s'emploie à faire entériner le statu-quo des occupations de Cisjordanie, Gaza et du Golan, et à écraser avec systématique et aveuglement la lutte des prolétaires et des masses laborieuses palestiniennes. Pour cette dernière tâche sordide, sont venus se joindre toutes les bourgeoisies arabes alertées par le danger explosif et permanent que représente cette masse prolétarisée et misérable, condamnée à la mort lente ou à la révolte. L'impérialisme fournit donc en armes, en capitaux et en conseils ses bras locaux pour orienter le cours de l'histoire vers sa solution de l'ordre. Le Liban, pièce maîtresse du dispo-

qui masquent les manoeuvres complexes de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Tous les discours hypocrites de ce genre cachent au prolétariat la réalité des enjeux dans la région et les intérêts de brigand de l'impérialisme qui s'appuie sur le sionisme pour faire régner son ordre par la terreur de Tsahal ou des colons, et sur les Etats arabes chargés pour le reste de "régler" les problèmes politiques et sociaux à l'intérieur de leurs frontières dans le sang. Toutes les multiples combinaisons de l'impérialisme ont pour objectif de maintenir sa domination, de garantir ses intérêts; les proclamations en faveur de la paix ne sont que des appels à ne pas contester son ordre.

Les luttes fratricides entre chiites, qui forment le gros des masses laborieuses du Liban, et palestiniennes sont une conséquence particulière de cette stratégie de contrôle du Moyen-Orient par l'impérialisme.



(suite en page 5)

VIVE L'OCTOBRE BOLCHEVIQUE

70 ans nous séparent cette année de la révolution victorieuse du prolétariat russe, magistralement dirigée par ce qui fut le meilleur produit de l'histoire du mouvement communiste international, le parti bolchévik de Lénine.

Cet anniversaire sera l'occasion des habituelles commémorations dont sont coutumiers les partis ouvriers bourgeois; le réformateur Gorbatchev en profitera pour attribuer à la politique économique et sociale nouvelle la "médaillon de Lénine". Tous continueront, en pratique, leur sale besogne de falsification du marxisme (et donc du Léninisme) dans l'espoir que disparaissent à jamais de la mémoire des prolétaires les grandes luttes et les grandes leçons du mouvement révolutionnaire international.

Dans un de nos textes de parti, publié en 1955 sous le titre "Les grandes questions historiques de la révolution en Russie" (1), on synthétise "les 3 caractères radicaux de la révolution bolchévique, qui la séparent fondamentalement de toute révolution bourgeoise" (souligné par nous):

Premièrement: condamnation de la guerre impérialiste dès 1914 et socialistes traîtres qui y adhèrent, mot d'ordre de défaitisme dans chaque pays même indépendamment des autres comme seule

voie vers l'écroulement du capitalisme. Toutes les révolutions bourgeoises furent au contraire nationales, patriotiques et bellicistes, comme les opportunistes russes le préconisèrent après Février.

Deuxièmement: liquidation impitoyable et extra-légale dans la lutte intérieure en Russie de tous (souligné par nous-NDLR) les partis opportunistes même paysans et ouvriers, et leur mise hors-la-loi. Cela suivit (selon une dialectique propre à cette phase historique)

le refus, prévu par la théorie Léninienne, de ces forces à gouverner de façon dictatoriale sans et contre la bourgeoisie; de sorte que, même dans un cadre social ou faisant défaut les bases économiques du socialisme, s'affirma le gouvernement révolutionnaire et totalitaire du seul parti du prolétariat, leçon de force et de portée mondiale, coup à l'opportunisme tout aussi dur que celui infligé au social-patriotisme des renégats.

(suite en page 6)

Sécurité sociale: seule la lutte de classe peut défendre les travailleurs

(suite de la page 1)

rôle non négligeable dans la vie économique en permettant avec les autres prestations sociales, le maintien d'une certaine "demande" malgré les aléas du cycle productif (effet régulateur "anti-crise") et en étant le moteur de l'expansion du secteur de l'industrie pharmaceutique et médicale, sans oublier sa fonction vitale d'entretien de la force de travail. La S.S. n'est pas ce facteur anti-économique qu'on dénonce maintenant de tous côtés. Et pendant plus de 30 ans le poids de la Sécurité n'a cessé de croître, parallèlement à la croissance des dépenses de santé, sans que personne n'y trouve à redire.

Pour la classe ouvrière le tableau est moins rose. Sans parler de la masse des parasites qui prospèrent sur cette manne, une partie importante des cotisations des travailleurs est détournée au profit d'autres classes sociales; il s'agit de la "compensation" à destination des régimes de non-salariés: plus de 20 milliards en 1987, chiffre à rapprocher du déficit de la Sécurité, estimé pour cette année à près de 25 milliards. D'autre part, parmi les salariés, les catégories ouvrières cotisent proportionnellement davantage que les cadres et les fonctionnaires, et les bas et moyens revenus plus que les hauts revenus. Un rapport du C.E.R.C. (Centre d'Etude des Revenus et des Coûts, organisme officiel) en 1983 permettait d'estimer que les ouvriers contribuaient très largement à payer les prestations des professions libérales, des agriculteurs ou des fonctionnaires (50 % pour les professions libérales)...(2)

D'autre part les patrons ont un retard permanent et toléré pour verser "leurs" cotisations: 40 milliards d'impayés cette année, soit presque le double du fameux "trou". Le patronat a parfaitement saisi ce que signifie "salaire différé" et il tend à différer au maximum ses versements...

Il faut une bonne dose d'hypocrisie pour se lamenter de cet état de fait, comme s'il pouvait y avoir égalité dans la gestion paritaire de la Sécurité entre les exploités et les exploités représentés d'ailleurs par des bonzes attachés à sauvegarder leur fromage.

La classe ouvrière se fait donc rouler dans l'entretien de cette fameuse conquête; en retire-t-elle au moins des prestations équivalentes à celles des autres couches ?

A en croire une étude de l'officielle INSEE, ce n'est pas le cas:

"Malgré cette extension considérable (de la couverture sociale-NDLR), et contrairement, sans doute, à ce que ses artisans en attendaient, les disparités d'accès aux soins médicaux sont loin d'avoir disparu. (...) Elles sont demeurées importantes et de même sens que par le passé. Ainsi les consommations sont-elles plus élevées dans les milieux aisés, dont les conditions de vie sont pourtant plus favorables et la mortalité plus faible (!)" (3).

Les ouvriers vivent moins longtemps et se soignent moins que les autres couches sociales et les immigrés encore moins que les autres (deux fois moins que les français pour les maghrébins) (4). Le tableau se dégrade encore pour les chômeurs, plus malades que les actifs (jusqu'à 15 % de plus pour la tranche 40-60 ans) et qui "économisent" sur les soins. Enfin parmi le million de personnes sans couverture sociale, 31% sont des chômeurs inscrits à l'ANPE, 71% sont des sans-emplois (6); sous le nom de "nouveaux pauvres", ils sont "le prolétariat en haillons" dont parlait Marx, toujours présent au cœur de nos opulentes sociétés capitalistes, et exclu de cette conquête soi-disant ouvrière.

CONTRE L'OFFENSIVE CAPITALISTE, RETOUR A LA LUTTE DE CLASSE !

La poussée du chômage depuis plusieurs années, en diminuant d'autant les cotisations, a ébranlé l'équilibre de ce système basé sur le salaire différé des travailleurs. Pour résorber le trou de la Sécurité, les réformistes ne sont pas avares de solutions miracles censées garantir éternellement et sans douleurs la survie de cette institution de collaboration de classes. La bourgeoisie, elle, par le truchement de ses gouvernements, continue et continuera dans la voie empruntée dans les faits par les réformistes du gouvernement de gauche: augmentation des cotisations des travailleurs, diminution des prestations, recours éventuel à l'impôt, mais surtout pas d'augmentation des "charges" des entreprises !

En dernière analyse, l'offensive bourgeoise sur la Sécurité fait partie de l'offensive plus générale sur les salaires

et les conditions de vie de la classe ouvrière. C'est la fraction "différée" du salaire qui est visée dans cette attaque préparée par les discours sur le fardeau intolérable pour l'économie que représenterait la Sécurité, sur la nécessité de la "responsabilisation" des usagers, sur les "abus" des prestations. Nous avons vu que si abus il y a, il ne faut pas les chercher du côté de la classe ouvrière, mais bien chez les couches bourgeoises et petites-bourgeoises qui réussissent même à faire payer une partie non négligeable de leur note de soins à cette même classe ouvrière.

Si les capitalistes arrivaient à mettre en place un système d'assurances ou de mutuelles pour prendre le relais de la Sécurité, cela signifierait qu'ils aient réussi à empêcher au moins une partie du salaire différé, donc à provoquer une baisse substantielle du salaire réel et une augmentation équivalente de leurs profits.

Les grandes manœuvres en cours autour de la Sécurité Sociale font donc partie de la guerre que mène le capital contre la classe ouvrière, guerre dont l'apreté et le rythme dépendent étroitement de la situation économique internationale. Il n'est pas possible d'y répondre en invoquant la "solidarité nationale" à la manière des réformistes, c'est-à-dire l'union des classes antagonistes. Mais il est également défectueux de riposter à cette attaque sous le simple drapeau de la "défense de la Sécurité", en tant qu'institution de collaboration de classes et de maintien de la paix sociale. Sous le coup de la crise économique mondiale, le capitalisme, dans tous les pays, est peu à peu contraint de démanteler les amortisseurs sociaux qu'il avait lui-même mis en place et d'aggraver l'exploitation qu'il inflige au prolétariat. Mais, ce faisant, il recrée malgré lui les conditions objectives d'un renouveau de la lutte de classe des travailleurs.

Les conditions subjectives seront réunies lorsque les prolétaires auront compris qu'il ne sert à rien de vouloir défendre ces amortisseurs pour se protéger des coups redoublés du capital en gémissant sur "l'enjeu de société" lancé par les possédants (7) ou sur les atteintes à la démocratie que cela implique (8). C'est précisément ce que cherche à éviter le réformisme collaboration-

niste, inquiet par la perspective d'une société où les affrontements sociaux seront ouverts.

La période "idyllique" - ou prétendue telle - de l'exploitation du prolétariat s'achève et rien ne pourra la ressusciter. Dans la période qui s'ouvre, le prolétariat devra répondre aux empiétements du capital par la lutte ouverte, en renouant avec la défense intransigeante de ses seuls intérêts de classe, dans la lutte immédiate d'abord, pour le salaire, la santé, les conditions de vie, puis dans la lutte politique pour la révolution socialiste qui est la seule à pouvoir garantir de véritables conquêtes ouvrières.

CONTRE L'OFFENSIVE CAPITALISTE, RETOUR AUX METHODES ET AUX PRINCIPES DE LA LUTTE DE CLASSE, EN DEHORS DES IMPASSES REFORMISTES DES DEFENSEURS PROFESSIONNELS DE LA PAIX SOCIALE ET DE LEURS SUIVISTES D'EX-EXTREME GAUCHE !

(1) "Conjoncture sociale - stratégie du management" cité par "Rouge-spécial Sécurité" No 1257

(2) cf "Le Proletaire" No 372, avril 83

(3) "Economie et statistique" No 189, juin 86

(4) Le distingué rédacteur y voit "un effet culturel" ! Et il attribue les recours médicaux chez les ouvriers au désir d'avoir des arrêts de travail: pour les bourgeois les ouvriers malades ne peuvent être que des fainéants ! Pas besoin de chercher très loin la cause "culturelle" de ces raisonnements cyniques: c'est l'idéologie de l'exploitation de classe, qui trouve normal que les prolétaires se crèvent au boulot.

(5) "Le Monde" 11-12/5/86

(6) "Le Monde" 23/12/86

(7) selon la LCR dans son supplément à "Rouge" No1254

(8) selon le PCI/MPPT, qui a par ailleurs le culot de présenter la ponction effectuée par les régimes de non-salariés sur les cotisations des travailleurs comme "un lien de solidarité entre la classe ouvrière et les couches sociales intermédiaires, petite-bourgeoisie, pay-sannerie." dans "Informations Ouvrières" No1319, alors que ce parasitisme est le résultat de la paralysie du prolétariat.

SNECMA: LA LCR DEFEND L'ENTREPRISE

Dans le dernier numéro du Proletaire, nous avons montré comment le trotskysme, toutes tendances confondues, tend chaque jour davantage à remplir la fonction du réformisme collaborationniste classique, en abandonnant ses vieux habits barricadiers et gauchisants.

Un nouvel exemple nous est donné par la "riposte" proposée par la LCR aux licenciements prévus à la SNECMA (entreprise qui produit des moteurs d'avions). Il y aurait un millier de licenciements en préparation, soit 4 % du personnel. A cette menace la LCR répond dans un supplément diffusé sur les usines du groupe par sa "solution" "raisonnable": "4 % de suppressions de postes ou une réduction du temps de travail de 4 % ?".

Le réalisme de la LCR revient ainsi à faire admettre comme naturelle, inévitable, l'offensive patronale, en se contentant de proposer qu'elle soit équitablement répartie entre tous: la diminution du temps de travail n'apparaît pas liée en effet à un maintien du salaire (les augmentations programmées de salaire pour 87 devraient être de 1,7 % en moyenne, alors que le gouvernement prévoit officiellement une inflation de 2,5 %, qui sera à coup sûr dépassée), mais signifiera une diminution correspondante. Maire n'avait pas dit mieux ! Cette logique de larbins est défendue par des arguments dignes des pires bonzes; après avoir discuté du sort des différents moteurs fabriqués, la LCR admet que "des problèmes plus aigus existent dans certaines filiales"; mais, indignée, elle estime qu'il faut faire appel à la "solidarité du groupe" ! Nous connaissons la solidarité des travailleurs contre le patron à l'intérieur d'une entreprise et la solidarité des travailleurs par delà les limites de l'entreprise. A l'inverse, ce sont les bourgeois (et les bonzes) qui parlent de "solidarité d'entreprise" comme

un tout, ouvrier et patrons confondus pour river les travailleurs à l'entreprise où ils sont exploités et leur faire accepter les sacrifices dans la guerre économique contre les entreprises ou groupes concurrents. Avec quels délices la LCR nous apprend-elle que "le moteur de la concurrence explose plus qu'il ne tourne" !

Si elle parle de solidarité du groupe, c'est bien parce qu'elle met au centre de ses préoccupations le sort de l'entreprise; aussi donne-t-elle des conseils au patron en critiquant la concentration dans certains secteurs, dangereuse "si le marché s'effondre"; aussi rappelle-t-elle fièrement que la SNECMA est "le deuxième exportateur aux Etats-Unis", aux syndicats, coupables de ne pas réagir à l'affaiblissement supposé de cette "entreprise si performante".

La solution de la LCR (réduire le travail 4 %) en effet "économisera beau-coup d'argent aux ASSEDIC (!)" et "préservera l'avenir de la société en lui gardant ses capacités de production." (Souligné par nous). Ce cri du cœur en faveur de la collaboration de classe devient encore plus odieux quand on se souvient qu'une activité principale de la SNECMA, à côté des moteurs des airbus, est la fabrication des moteurs pour l'aviation française. C'est pour des raisons stratégiques que l'impérialisme français a patiemment mis sur pied cette industrie nationale des moteurs d'avion (et de missiles) qui est aujourd'hui un des éléments importants du complexe militaro-industriel tricolore. Nous laisserons les "internationalistes" de la LCR expliquer, s'ils le peuvent, les raisons pour lesquelles il faut maintenir "les capacités de production" du militarisme français dont les produits font merveilles aux 4 coins du monde, du Maghreb à l'Irak, de l'Afrique à l'Amérique Latine. En fait, l'esprit d'entreprise ne s'em-

barrasse pas de ces considérations; seul compte la bonne marche de la société. Mais ce corporatisme d'entreprise est aussi un obstacle à la défense immédiate des travailleurs: "moderniser, nous ne sommes pas contre, continue la LCR dans son supplément, réduire les coûts non plus, à condition que cela profite au personnel en salaires" ou (souligné par nous-NDLR) en "sirs".

Moderniser, réduire les coûts, pour les patrons cela signifie avant tout s'attaquer aux travailleurs, soit en intensifiant l'exploitation ("moderniser"), soit en diminuant la masse salariale ("les coûts"). La LCR le sait et l'accepte, avec l'hypocrisie de bonzes confirmés, en présentant aux travailleurs l'alternative patronale: ou "les loisirs" (lire: réduction d'horaires et de salaires) ou "les salaires" (lire: accepter les licenciements de certains travailleurs contre le maintien ou des hausses de salaires pour les autres). Pour présenter ce monument de capitulation devant l'offensive patronale, un militant de la LCR explique ("Rouge" n. 1261): "ces propositions (...) peuvent paraître raisonnables (sic !), mais en fait (elles) sont inintégrables par le patron".

On ne ruse pas avec la lutte de classe; sur le terrain choisi par la LCR, la direction peut très facilement montrer que c'est elle qui a raison et qui sait ce qu'il faut faire pour défendre l'entreprise. Et de tout le fatras de propositions de la LCR il ne reste qu'une chose: renonciation à la défense intransigeante des intérêts des travailleurs, soumission aux impératifs bourgeois et capitalistes.

La LCR choisit son camp. Quand le verbiage gauchiste s'estompe, il ne reste plus que la réalité crue du réformisme collaborationniste.

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, comptes-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE: Editions Programme, 17, rue René Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE: Editions Programme 12 rue du Pont 1003 LAUSANNE

SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "proletaire".

Souscription permanente (2ème liste): A.B.: 200. Alsace: 200. Berlin: 150. Italie: 50. Nièvre: 950. Paris: 1100. St Nazaire: 350. Vaucluse: 100. Vosges: 932. Tours: 49. Lecteurs: 71. Total liste: 4141F

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926 Directeur-gérant: Dessus Versements: Timbres-poste, mandats ou chèques à l'ordre de Dessus. Abonnements au PROLETAIRE: 50 FF 200FB 25 FS 12000L Abonnements de soutien: 100FF 400FB 40FS 25000L PROGRAMME COMMUNISTE: (4 No) 80FF 480FB 24FS 20 000L soutien: 160FF 1000FB 50FS 40 000L Abonnements à IL COMMUNISTA: 60FF 240FB 30FS 12000L soutien: 125 FF 500FB 60FS 30 000L Imprimé par nos soins

Procès Barbie: Un opaque rideau de fumée

Grâce au procès de Klaus Barbie, la Démocratie tient un nouveau cheval de bataille dans ses perpétuelles campagnes d'intoxication idéologique contre la violence des "terrorismes en tout genre" et elle enchaîne ainsi prestement et habilement cette cascade de procès médiatiques à grand spectacle de celui d'Abdallah à celui des militants d'Action Directe".

Le piège idéologique sournois dans lequel la démocratie continue de faire tomber les prolétaires consiste à amalgamer toute une série de violences, où au premier abord elle ne semble pas impliquée, dans un ensemble qui représente le mal suprême, en opposition aux bienfaits humanitaires qu'elle dispenserait généreusement. Ce qu'elle cherche à faire est évident: cachez sa propre violence, ses propres crimes, ses propres abominations. Toutes ces campagnes s'accroissent au fur et à mesure que s'exacerbe la crise capitaliste et que les espoirs de la bourgeoisie d'en sortir s'amenuisent.

La bourgeoisie des démocraties prépare le terrain idéologique à l'avènement d'une grande rupture de l'équilibre capitaliste chancelant. L'enjeu est clair: persuader la classe ouvrière que l'usage de la violence est un mal absolu, indigne de "l'homme" en général afin de pouvoir faire usage de sa propre violence le jour venu sans craindre une riposte des prolétaires graduée sur le même registre. L'impérialisme a beaucoup appris de son ancêtre le colonialisme: pour exercer la violence la plus "légitime" au nom des intérêts du capital, il faut la justifier par une noble cause. Le capitalisme naissant exerçait sa violence dominatrice sur les peuples de couleur, en brandissant les Saintes Images de Dieu le Père. Le capitalisme pourrissant d'aujourd'hui brandit les Saintes Images des "Droits de l'Homme"! Le sabre colonial a été remplacé par le napalm, la chimie et la bombe atomique!

Mais la démocratie, cynique et hypocrite, tente toujours de retirer du borbier de la violence capitaliste ses propres actes de barbarie pour les blanchir, et ne laisse contempler que ceux "des autres", les "terroristes" de tout bord, les fascistes, etc.

Ce qu'elle essaie de masquer ainsi par un épais rideau de fumée, c'est que la violence n'est pas le propre de tel ou tel courant politique et social, pris comme bouc émissaire, mais le propre du système d'exploitation capitaliste lui-même. C'est la concurrence économique, militaire et sociale qu'engendre le mode de production capitaliste qui produit toute la violence de la société, autant celle du nazisme contre les juifs que celle à l'opposé et que nous défendons des prolétaires contre les bourgeois.

L'Allemagne nazie a utilisé sa violence pour remettre en question les rapports de force entre blocs capitalistes, les démocraties craignant pour leurs bastions ont crié à la forfaiture! Les peuples colonisés sitôt la boucherie impérialiste terminée, se sont levés pour chasser les colons, la démocratie a crié à la forfaiture! Et dans un cas comme dans l'autre elle mobilise des masses de prolétaires pour aller frapper d'autres prolé-

taires exploités par le capital ou les masses laborieuses soumises par la force coloniale. Dans un cas comme dans l'autre elle défend ses intérêts propre de rapace capitaliste, sa part de gâteau dans le commerce mondial, sa position privilégiée dans les rapports de force entre impérialistes. Pas plus que la démocratie, le fascisme n'est responsable de la violence, tous les deux partagent la même responsabilité dans les horreurs de la guerre impérialiste, comme dans les horreurs de l'exploitation quotidienne du prolétariat. Cette responsabilité partagée c'est celle du capitalisme.

Pour se disculper de cette part égale sur les causes de la violence bourgeoise, la démocratie se retranche avec cynisme dans un odieux décompte de cadavres. Elle découvre un tas de cadavres inédits dans le camp fasciste, celui des juifs, et s'étouffe d'horreur, accusant son adversaire de dépasser les limites "admissibles" par le code de guerre impérialiste en s'attaquant en masse et avec systématique à des populations civiles. Elle oublie alors ses propres "dépassements" à Dresde, Hambourg, Hiroshima, Nagasaki, pour ne citer que quelques villes rasées pour l'exemple, populations civiles comprises, alors que la guerre était déjà gagnée sur le plan militaire. Pour que la puissance militaire allemande et japonaise ne se relève pas de sitôt, la démocratie, si "sensible" au sinistre génocide des juifs, n'a pourtant pas hésité à pratiquer l'extermination de population civile entière sous prétexte cette fois non de leur appartenance au judaïsme, mais sous celui d'être allemand ou japonais! Et pour ne pas s'arrêter en si bon chemin nos bons représentants de la démocratie poursuivirent leur route en Indochine, à Madagascar, en Algérie, pour ce qui concerne la France en particulier, et dans toutes les autres régions du globe pour les autres impérialismes. Après avoir pleuré Oradour, tous nos bons démocrates nourrissaient de leurs bons soins les Beguin et Ben Gourion responsables des multiples Deir Yassine qui se perpétuent encore aujourd'hui à Sabra, à Chatila et dans tous les camps palestiniens.

La démocratie, ses représentants savent tout cela, ils savent effectivement que le chef suprême du tortionnaire Le Pen s'appelait Mitterand! Ils savent aussi -et même si l'on ne prend en compte que la France- que leur montage de cadavres après la guerre impérialiste se mesure en chiffres de millions (un million de morts pour la seule guerre d'Algérie). Ils le savent mais ne le disent pas et le disent d'autant moins qu'ils sont "à gauche", car ils furent parmi les premiers à cautionner la barbarie démocratique.

C'est bien pourquoi certains de ces démocrates se sont posés la question de savoir s'il fallait ou non juger Barbie. Le juger s'était forcément soulever un tas d'immondices que le nazisme ne partageait pas seul. Ce n'était pas seulement rappeler combien de bon démocrates et républicains français se sont trouvés à l'aise et en bonne entente avec les occupants mais surtout c'était risquer d'éclairer tous les crimes, assassinats, massacres de masse, tortures, commis par la démocratie sitôt la guerre terminée. C'était courir le risque de faire comprendre au prolétariat qu'un brigand jugeait un autre!

Les démocrates accusent les néofascistes de vouloir "banaliser les crimes nazis", mais un tel procès risquait bien de montrer aussi comment finalement la Démocratie banalise ses propres crimes coloniaux et impérialistes. Parler du passé de Barbie s'était aussi parler des rapports entre les anciens nazis et services secrets américains, anglais et français qui ont su mettre à profit l'expérience répressive des chefs de la Gestapo pour officier à leur service dans d'autres aires. Ce fut le cas de Barbie qui, comme tant d'autres, travailla pour les américains jusqu'en 1951 avant de travailler avec les tortionnaires boliviens, fidèles alliés des Etats-Unis (1).

Les démocrates ayant tout prévu avaient heureusement distingué les "crimes de guerre" des "crimes contre l'humanité". Par exemple, la répression de Sétif en 45 qui fit 45'000 morts passerait ainsi plutôt au compte des "crimes de guerre", qui ne peuvent être poursuivis d'ailleurs puisque le criminel était aussi le juge; les déportations de Lyon sont par contre portées sous la colonne des "crimes contre l'humanité". D'un côté les bons crimes, de l'autre les mauvais.

Dans "Le monde" du 2 juin 1987, le plumeur de service reflète parfaitement ce qui fait la force de l'idéologie démocratique: "Certes, il (Me Vergès) n'a pas renoncé à soutenir que la guerre d'Algérie fut l'occasion de crimes

" et de tortures que l'on peut, selon " lui, apparenter aussi à des crimes " contre l'humanité, alors que ceux qui " en furent coupables ont été amnésiés. " Sur ce chapitre, son dialogue avec " M. André Frossard ne tourne pas à son " avantage, d'autant que ces crimes et " ces tortures-là furent dénoncés, en " leur temps, que ce soit par un Hubert- " Beuve-Mery ou par un Paul Teitgen, " alors que dans l'Allemagne nazie on " ne put jamais rien constater de sembla- " ble.

" Jamais non plus il ne fut avancé que " les camps de l'armée française en " Algérie pouvaient être comparés à " Auschwitz."

Le cynisme des arguments avancés par le journaliste du Monde est sans borne. Ce qu'il condamne en fait n'est finalement pas l'acte du crime lui-même -car à ce moment-là il devrait mettre France et Allemagne sur pied d'égalité- mais l'absence de confesse de ces crimes. C'est ainsi que l'idéologie démocratique se défend des accusations de crime, du crime général de l'exploitation capitaliste qui trouve son expression autant dans la misère quotidienne de masses de prolétaires que dans la famine, que dans la répression policière et militaire tout azimut, que dans les guerres localisées et finalement dans les guerres impérialistes mondiales.

Le capitalisme provoque les guerres, et donc forcément tout son cortège inévitable de souffrances inutiles, mais il ne les justifie pas, selon que les antagonistes appartiennent à un camp ou à l'autre, avec les mêmes types d'arguments. Le fascisme et la démocratie sont deux formes de domination bourgeoise qui se différencient en temps de paix comme de guerre non pas fondamentalement sur leurs actes mais sur le discours qu'elles y collent. La démocratie abrite derrière son rideau de fumée fait croire à l'existence de guerres propres, codifiées par une charte d'honneur militaire; mais les guerres engendrées par les antagonismes profonds entre impérialistes, ne peuvent pas ne pas entraîner tout ce cortège d'horreur et d'inhumanité dont le prolétariat a été "gratifié" lors de la dernière conflagration. La guerre impérialiste n'est pas possible sans élimination massive de population, comme celles des ghettos juifs, celles de Dresde, d'Hambourg, de Hiroshima ou de Nagasaki (pour ne prendre que quelques exemples). Que ces crimes soit perpétrés au nom de la pureté de la race ou de la démocratie pluraliste ne ressuscite pas pour autant les victimes, n'amointrit ou ne donne plus d'importance à un ou à l'autre de ces crimes.

(suite en page 4)

Auschwitz ou le grand alibi

Nous publions un extrait du texte de parti "AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI" publié à l'origine dans le numéro 11 de "Programme communiste" et tiré à part depuis dans une petite brochure. Cet extrait porte sur la démonstration des causes matérielles de l'antisémitisme nazi qui ne sont pas idéologiques mais issues des rapports capitalistes de production et des contradictions de classe qu'ils génèrent. Il montre que l'antisémitisme est un produit du capitalisme lui-même et non du cerveau sadique d'un tribun autrichien machiavélique.

Du fait de leur histoire antérieure, les Juifs se trouvent aujourd'hui essentiellement dans la moyenne et petite bourgeoisie. Or cette classe est condamnée par l'avance irrésistible de la concentration du capital. C'est ce qui nous explique qu'elle soit à la source de l'antisémitisme, qui n'est comme l'a dit Engels, "rien d'autre qu'une réaction de couches sociales féodales vouées à disparaître, contre la société moderne qui se compose essentiellement de capitalistes et de salariés. Il ne sert donc que des objectifs réactionnaires sous un voile prétendu-ment socialiste."

L'Allemagne de l'entre-deux-guerres nous montre cette situation à un stade particulièrement aigu. Ebranlé par la guerre, la poussée révolutionnaire de 1918-20, toujours menacé par la lutte du prolétariat, le capitalisme allemand subit profondément la crise mondiale d'après-guerre. Alors que les bourgeoisies victorieuses plus fortes (Etats-

Unis, Grande-Bretagne, France), furent relativement peu touchées, et surmontèrent facilement la crise de "réadaptation de l'économie à la paix", le capitalisme allemand tomba dans un marasme complet. Et ce sont peut-être les petites et moyennes bourgeoisies qui en pâtirent le plus, comme dans toutes les crises qui conduisent à la prolétarisation des classes moyennes et à une concentration accrue du capital par l'élimination d'une partie des petites et moyennes entreprises. Mais ici la situation était telle que les petits bourgeois ruinés, faillis, saisis, liquidés, ne pouvaient pas tomber dans le prolétariat, lui-même durement touché par le chômage (7 millions de chômeurs au paroxysme de la crise): ils tombaient donc directement à l'état de mendiants, condamnés à mourir de faim dès que leurs réserves étaient épuisées. C'est en réaction à cette menace terrible que la petite bourgeoisie a "inventé" l'antisémitisme. Non pas tant, comme disent les métaphysi-

ciens, pour expliquer les malheurs qui la frappaient, que pour tenter de s'en préserver en les concentrant sur un de ses groupes. A l'horrible pression économique, à la menace de destruction diffuse qui rendait incertaine l'existence de chacun de ses membres, la petite bourgeoisie a réagi en sacrifiant une de ses parties, espérant ainsi sauver et assurer l'existence des autres. L'antisémitisme ne provient pas plus d'un "plan machiavélique" que d'idées perverses: il résulte directement de la contrainte économique. La haine des Juifs, loin d'être la raison a priori de leur destruction, n'est que l'expression de ce désir de délimiter et de concentrer sur eux la destruction.

Il arrive parfois que les ouvriers eux-mêmes donnent dans le racisme. C'est lorsque menacés de chômage massif, ils tentent de le concentrer sur certains groupes: Italiens, Polonais ou autres "métèques", "bicots", nègres, etc. Mais dans le prolétariat ces poussées n'ont lieu qu'aux pires moments de démoralisation, et ne durent pas. Dès qu'il entre en lutte, le prolétariat voit clairement et concrètement où est son ennemi: il est une classe homogène qui a une perspective et une mission historiques.

La petite bourgeoisie, par contre, est une classe condamnée aussi à ne pouvoir rien comprendre, à être incapable de lutter: elle ne peut que se débattre aveuglément dans la presse qui la broie. Le racisme n'est pas une aberration de l'esprit: il est et sera la réaction petite bourgeoise à la pression du grand capital. Le choix de la "race", c'est-à-dire du groupe sur lequel on essaie de concentrer la destruction, dépend évidemment des circonstances. En Allema-

gne, les Juifs remplissaient les "conditions requises" et étaient seuls à les remplir: ils étaient presque exclusivement des petits-bourgeois, et, dans cette petite bourgeoisie, le seul groupe suffisamment identifiable. Ce n'est que sur eux que la petite bourgeoisie pouvait canaliser la catastrophe.

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Auschwitz ou le grand alibi

Correspondance

Organisation des chômeurs

Une réunion de chômeurs s'est tenue à Sedan au début du mois de mars, sur la base du "constat d'échec des diverses tentatives pour organiser les chômeurs", avec, comme objectif, la mise en place d'une structure organisée pour faire circuler les informations, échanger les expériences, entre les différents comités et associations existants de façon autonome tant par rapport aux prétendus syndicats de chômeurs de Pagat et de Vergely, que par rapport aux comités dépendants des centrales syndicales officielles. Etaient présents des associations de chômeurs de La Rochelle, Paris, Tours, Toulouse, Reims, Strasbourg, Sedan, Longwy, Gennevilliers, Charleville, Rethel.

La diversité des Associations et comités expliquent le manque -inévitabile- d'homogénéité du "collectif" issu de la rencontre, et qui se reflète dans les extraits du Bulletin que nous publions ci-dessous. L'existence d'illusions réformistes, démocratiques ou "gestionnaires" est manifeste chez certains; par exemple le groupe "CASH" voudrait engager le mouvement dans une campagne pour faire adopter une loi

SYNTHÈSE DE LA RENCONTRE (extraits)

LES ACTIONS REVENDICATIVES:

Elles comprennent :

-la revendication nationale "du minimum social garanti" et la manifestation du 30 mai 1985.

-Les revendications et luttes locales, concernant l'exonération des impôts locaux, la gratuité des transports, les expulsions, les saisies, les coupures d'électricité et de gaz...

Constatons en premier lieu qu'un nombre restreint d'associations ont pu/su développer des actions revendicatives au niveau local.

Par ailleurs, la manifestation nationale fut loin d'atteindre les résultats espérés, aussi bien en ce qui concerne le "minimum social garanti", qu'en ce qui concerne la coordination et la mobilisation des chômeurs. Elle s'est soldée au contraire par l'éclatement de la "Fédération" des Maisons de Chômeurs de Maurice PAGAT et son échec fait peser une lourde hypothèque sur de futures mobilisations nationales.

Dans ces conditions, la majorité des associations de chômeurs se sont enfermées dans des activités d'aide et de service et/ou des activités économiques et finalement se trouvent intégrées dans le plan gouvernemental de traitement social du chômage: assistance contrôlée et décentralisée, "petits boulots", emplois précaires et flexibles... Philippe Seguin déclarait, lors des débats parlementaires, à propos des associations intermédiaires: "Il s'agit d'abord de la nécessité de mettre en rapport, de manière souple, des demandeurs d'emploi... avec des offreurs d'activités".

Pratiques d'assistantat, bureaucratization, dépendance vis-à-vis des administrations locales ou ministérielles, sont des dérives qui accompagnent cette intégration.

Dans les cas extrêmes, un ou deux permanents gèrent la totalité des activités de l'association, les chômeurs étant réduits au rôle d'usager d'un service social. Comme dans les services sociaux publics, ces permanents trient les "ayant-droit"; ils touchent un faible salaire et/ou des indemnités. Il n'est pas question alors de développer une activité revendicative qui puisse compromettre les subventions de la mairie, du Conseil Général, de la "Cellule Pauvreté-Précarité"... Il s'agit au contraire de faire preuve d'efficacité, d'être crédible dans le rôle d'auxiliaire des services sociaux institutionnels. L'animateur principal de l'association, accablé de travail et de responsabilité, se trouve grandement valorisé par son activité bénévole pour l'essentiel, et ses rapports avec les chômeurs sont très paternalistes.

On est très loin de l'association définie, comme un cadre d'auto-organisation des chômeurs pour faire face collectivement à leurs difficultés journalières, mais aussi pour défendre leurs droits.

Conscients de ces dérives, beaucoup tentent d'y remédier en incitant les chômeurs à participer aux activités de l'association. Quelques associations essaient même de concilier les activités d'aide et de service avec une action revendicative.

C'est pour éviter les écueils et dépasser les limites attachées aux acti-

pour un "salaire social" sur le modèle de pratiques existantes dans plusieurs pays, en s'appuyant sur des extraits de la Constitution et d'autres chiffons de papier bourgeois !

Marx expliquait déjà il y a plus d'un siècle que la revendication ingénue d'un "Droit du Travail", ne pouvait signifier que "Pouvoir sur le capital!" ou être une simple phrase creuse et mystificatrice. Cela veut dire que toute amélioration sérieuse de la situation des chômeurs ne pourra être obtenue que par une forte pression sur le capital. Des revendications comme "salaire intégral aux licenciés", "SMIC à tout demandeur d'un premier emploi" n'ont de sens que parce qu'elles mettent l'accent sur les besoins de classe, en nette opposition avec les intérêts du capital et de "l'économie nationale" et peuvent ainsi servir à orienter la lutte de défense des chômeurs. Vouloir essayer de les rendre compatibles avec l'économie du pays et ses institutions ne revient pas seulement à succomber à une illusion chimérique, cela tend à compromettre la lutte pour les intérêts des chômeurs eux-mêmes.

vités d'aide et de services et/ou à celle des associations intermédiaires, que nous proposons maintenant quelques lignes directrices et quelques perspectives d'actions.

LIGNES DIRECTRICES ET PERSPECTIVES

Les associations de chômeurs sont donc confrontés à de multiples difficultés.

-hétérogénéité du milieu: chômeurs de longue durée, précaires, jeunes, femmes, immigrés...

-individualisme ou/et comportement d'assisté cultivé par le système de traitement social du chômage,

-marginalisation vis-à-vis des travailleurs stabilisés et coupure avec les organisations syndicales,

-idéologies sexistes, xénophobes et racistes ayant pénétré une partie des chômeurs.

Elles doivent répondre aussi aux difficultés matérielles des chômeurs en évitant les dérives décrites plus haut: pratiques d'assistantat, bureaucratization dans le système institutionnel d'actions sociales.

Pour aider à faire face à ces problèmes, quelques lignes directrices et perspectives:

-prendre en compte l'ensemble des besoins matériels et sociaux des chômeurs en évitant la spécialisation dans par exemple l'aide alimentaire ou l'activité d'associations intermédiaires. (...)

-offrir un cadre d'auto-organisation (...)

-lier les activités d'entre-aide et l'action revendicative indispensable pour déplacer le cadre étroit de l'action sociale institutionnelle où l'on veut nous cantonner et pour obtenir les améliorations d'ensemble de la situation faite aux chômeurs.

Il faut rappeler à cet égard l'augmentation de 50 % des allocations de solidarité spécifique et des allocations fin de droit survenue à la suite de la manifestation nationale du 30 mai 85.

-si les perspectives d'actions nationales semblent pour l'instant bouchées, par contre elles sont nombreuses au niveau local et possibles au niveau départemental, voire régional. Exonération des impôts locaux, gratuité des transports urbains, droits aux logements, augmentation des allocations d'aide à l'enfance ou de complément de ressources (formes de minimum social garanti décentralisé)... sont des thèmes mobilisateurs pour lesquels nous pouvons nous appuyer sur des actions déjà entreprises ici et là et sur les résultats obtenus.

Même l'aide alimentaire peut-être reliée à une action revendicative; c'est ainsi que la Maison des Chômeurs de la Rochelle a obtenu la distribution de poisson, bien que consommable, était transformé en engrais; il a fallu pour cela une campagne de trois mois appuyée par deux manifestations. Dans le même esprit nous devons revendiquer la continuité et la généralisation de la distribution des surplus alimentaires de la C.E.E. dont l'arrêt est prévu pour le 31 mars.

-susciter la solidarité des chômeurs envers les travailleurs en lutte contre les licenciements, mais aussi pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de leur salaire.

Un revenu décent pour les chômeurs est un besoin vital pour tout le prolétariat, en activité ou non, car les patrons utilisent la menace du chômage pour s'attaquer aux conditions de travail et de salaire, et cette revendication devrait être reprise par tous les prolétaires. Mais un revenu décent ne pourra jamais être "garanti" aux chômeurs que par la lutte, menée avec une orientation anti-capitaliste, des chômeurs et de tous les travailleurs.

Le "Collectif" peut être un pas dans ce sens, s'il trouve la force d'éviter les pièges du réformisme et du collaborationnisme.

Mais pour cela il doit réorienter ses objectifs et sa stratégie, partagé qu'il est entre la conscience que la défense des chômeurs exige la lutte (mais laquelle ?) et les innombrables besoins sociaux des chômeurs qui ont tôt fait de transformer un regroupement de chômeurs en une association d'assistantat social. Dans le prochain numéro, nous reviendrons sur cette question et répondrons en fait de manière critique aux fausses orientations qu'a pris le regroupement des comités et associations de chômeurs à Sedan.

Les explications nécessaires à ce sujet ne seront certainement pas suffisantes et l'expression de la solidarité des chômeurs envers les travailleurs en lutte dépendra pour une large part, de notre capacité à concrétiser la solidarité des travailleurs occupés (ou retraités) envers les chômeurs.

L'association peut exprimer cette solidarité de diverses manières (communiqués de presse, participation à des manifestations, à un collectif de soutien...) tout en popularisant les principales revendications des chômeurs.

Le meilleur apprentissage de la solidarité réciproque entre chômeurs et occupés serait de lutter côte à côte à des objectifs communs, mais la difficulté est précisément de remplir cette condition.

-travailler à l'unité des associations de chômeurs à travers les luttes locales ou/et régionales et en dépassant le problème de leur appartenance ou non à une organisation nationale.

En élaborant une plateforme revendicative ou/et un manifeste offrant une perspective générale aux chômeurs mais également à l'ensemble des travailleurs et de la population.

Contacts avec le "Collectif", commande du bulletin "Les chômeurs prennent la parole":
- "Chômeurs en colère", 7, avenue de la Forêt Noire, 67 000 STRASBOURG

Procès Barbie Un opaque rideau de fumée

(suite de la page 3)

Selon l'idéologie démocratique, et c'est là sa force sournoise, le massacre de Madagascar (voir LE PROLETAIRE No 391), d'Algérie ou d'Indochine ne peuvent pas être condamnés au même titre que ceux du nazisme antisémite parce que Sainte Démocratie va à confesse tous les dimanches par la bouche ou la plume de quelques défenseurs de Droits de l'Homme ! Ce qui distingue la Démocratie du Fascisme, ce n'est pas que la première ait une âme blanche et pure et le second noire et souillée, mais que la Démocratie bénéficie d'un bon pressing !

D'ailleurs qu'attendent-ils donc du boucher Barbie tous ces bons démocrates, pour savourer la toute-puissance de la démocratie donneuse de leçons à l'humanité, sinon que celui-ci fasse son mea culpa, se frappe trois fois la poitrine en criant "je suis un monstre". Le point d'orgue de la plaidoirie de Roland Dumas, l'ancien ministre des Affaires Etrangères de Mitterrand, a été: "un nazi ne se repend jamais; un SS ne se repend pas. Ce silence, cette absence de repentir, ce départ, c'est comme un second serment de fidélité au nazisme porté à notre face". Le repentir de Barbie le rapprocherait de ces éternels repentis de la dictature du capital et il ne serait alors pas imaginable que le jury lui accorde une certaine part d'indulgence.

Les prolétaires ne doivent pas tomber dans ce piège grossier, où le rejet en parole de la violence par la Démocratie cache la volonté bourgeoise non de cesser sa violence, mais d'écarter le prolétariat de sa violence de classe. La société bourgeoise, démocratique ou non, est une société de contradictions et d'antagonismes dont le mûrissement ne conduit qu'à la violence. Cette violence, ce sont toujours les prolétaires qui la subissent, objets qu'ils sont entre les mains du capital qui les jette en pâture aux canons pour défendre ses intérêts de rapace. La violence est l'état même de la société capitaliste, mais pour mettre fin à cette violence, la classe ouvrière devra elle-même exercer sa propre violence contre l'ordre bourgeois et pour imposer sa propre dictature, étape nécessaire vers le communisme, société sans capital, donc sans classe ni violence.

(1) Kurt Waldheim qui avant de connaître les honneurs politiques internationaux exerçait le même genre de talents que Barbie aura lui la chance de ne pas pouvoir être expulsé d'Autriche pour comparaître devant un de ces iniques "tribunaux de l'Histoire". Lui aussi a pu bénéficier de protections spéciales pour blanchir son passé.

Japon: la corde pour les anti-impérialistes

Lors de la fête de Lutte Ouvrière des militants japonais ont distribué un appel du "Front armé anti-japonais d'extrême-orient" - organisation que nous supposons animée essentiellement d'une orientation anti-impérialiste - pour la solidarité avec deux de ses militants condamnés à la peine de mort au Japon.

Au Japon, expliquent-ils, où la peine de mort est encore en vigueur, la "Justice" demande cette peine contre 48 personnes dont 28 y seront sans doute soumises.

La peine de mort vient d'être prononcée il y a 3 mois contre deux militants de cette organisation, Daidoji Masashi et Masunaga Tashiaki. Ils sont accusés d'avoir projeté d'assassiner l'empereur Hiro-Hito et d'avoir organisé des plastiques dans des entreprises japonaises travaillant au renforcement de l'impérialisme nippon. Selon cette organisation, c'est la première fois depuis la fin de la guerre que la peine de mort risquée d'être appliquée à des prisonniers politiques. Ceci démontre que la répression s'accroît au fur et à mesure que le capitalisme sent ses fondations vaciller et que les contradictions de classe se font plus aiguës.

La condamnation de ces militants, accusés du crime suprême de s'en prendre, en la personne de Hiro-Hito qui symbolise l'agressivité du militarisme japonais dans la dernière guerre, à un ordre impérialiste qui sème la misère et la mort sur la planète, est un pas de plus ac-

compli par l'Etat nippon dans le maintien terroriste de son ordre. Les prolétaires doivent s'opposer à ces condamnations de militants anti-capitalistes ou anti-impérialistes, quel que soit la critique qui peut être faite de leurs positions. Le seul terroriste, c'est l'ordre capitaliste dont les victimes sont les masses prolétaires et laborieuses.

Le "Front..." mène campagne en Europe en appelant les personnes intéressées à se mobiliser pour la défense de leurs camarades à écrire une réclamation au Ministère de la Justice Japonaise. Même si cette méthode est la seule ressource apparente que permet l'isolement dans lequel se trouve une petite organisation face à la machine répressive de l'Etat, elle doit être critiquée. Elle ne peut pas en effet apporter de soutien réel aux militants condamnés, mais ne fait que donner l'illusion d'agir. La solidarité internationaliste doit prendre d'autres voies, celle de la dénonciation de l'impérialisme, de la dictature bourgeoise et de ses crimes, et celle de l'organisation des prolétaires autour d'objectifs réels à caractère de classe.

Libérez DAIDOJI et MASUNAGA !

Adresse du comité de défense:
TOHKARAJI - SYA, R.H. YANAGI 312
FUYACHO AYANOKOJI SAGARU
SIMOGYO-KU, KYOTO (Japon)

Les masses palestiniennes dans l'état de l'ordre impérialiste

(suite de la page 1)

sitif français au Moyen-Orient, mais pièce trop fragile du mécanisme local d'ordre, est devenu une entrave au maintien de la stabilité sociale et politique et subit aujourd'hui tous les chocs des différents déséquilibres avant que ne se rétablisse, sur la base de nouveaux rapports de force, l'ordre impérialiste vénéré.

Le véritable jeu de massacre auquel se sont livrées, et se livrent encore, les milices d'Amal n'est que le 8ème épisode d'une série dramatique exprimant les intérêts contradictoires et combinés des différents facteurs agissant pour le rétablissement de l'ordre moyen-oriental. Aux intérêts propres de l'impérialisme dont le pion principal est Israël, se mêlent d'une part les conflits de puissances locales pour s'assurer le leadership régional du monde arabe, comme pour élargir leur assiette territoriale en remettant en question les anciens découpages coloniaux, et d'autre part les conflits intercommunautaires du Liban visant pour chaque partie, dans la perspective de reconstitution du Liban, d'acquiescer le meilleur rapport de force dans la conquête du pouvoir et de l'hégémonie sociale et politique. Les masses palestiniennes, dans ce borborygme résultant de l'ordre colonial et impérialiste, sont alternativement le jouet de l'une ou de l'autre des forces bourgeoises en présence.

Chassées de Palestine en 48, elles ont servi de bouclier à l'expansion sioniste, avant de tomber alternativement sous la main sanglante des bouchers de Jordanie et de Syrie, des milices chrétiennes ou druzes, tout en subissant simultanément le feu du sionisme, bombardant, réprimant, assassinant sous le prétexte admis par la démocratie de chasse aux "terroristes". Après Deir Yassine, Septembre Noir, Tell el Zaatar, l'intervention sioniste de 82, Sabra et Chatila, où ont agit, tous successivement, les gardiens de la cause suprême de l'ordre, les prolétaires et masses laborieuses palestiniennes doivent encore essayer depuis deux ans le feu nourri des milices d'Amal, convaincues d'éliminer ainsi les "auteurs de troubles" et les "responsables des souffrances endurées à cause de l'intervention israélienne". Face à l'armement lourd et sophistiqué d'Amal, fourni d'ailleurs par la Syrie, les assiégés des camps ont résisté avec un courage exemplaire qui force le respect, mais qui mesure aussi tant est grand leur isolement et l'absence de solidarité de classe réelle et internationaliste.

L'ENJEU : CHASSER LES PALESTINIENS

Pour comprendre les enjeux de cette nouvelle bataille des camps, il est nécessaire de rappeler que l'intervention d'Israël au Liban avait comme objectif de briser la capacité de résistance palestinienne, de casser leur organisation militaire et sociale. Mais elle a réussi aussi à briser définitivement le fragile équilibre interne libanais qui permettait aux masses palestiniennes d'organiser et de développer sur ce territoire leur combat politique et leur résistance armée. Mais l'intervention de Tsahal frappa toutes les masses arabes, et surtout celles qui s'alliaient avec les palestiniens dans une seule lutte contre les représentants du pouvoir central des communautés dominantes. La réaction d'Amal, poussée en cela par la Syrie, consiste aujourd'hui à faire payer aux masses palestiniennes le prix de leur "présence provocatrice" au Liban. Nabih Berri, chef d'Amal mais aussi grand représentant de la bourgeoisie chiite, est très clair sur ses objectifs criminels: "Les libanais et eux seuls sont maîtres de la décision au Liban (...) Saïda n'appartient plus à ses citoyens, Amal doit la libérer (...). Comme nous avons réussi à sortir Israël de notre pays, nous en sortirons à fortiori ceux qui ont fui devant Israël (...). Arafat et les palestiniens se livrent au jeu de l'implantation au Liban plutôt qu'ils ne mènent une lutte de libération". Dans sa démagogie aux accents anti-sionistes, Berri ose même laisser entendre que si les Palestiniens luttaient "réellement" contre Israël, il les accueillerait à bras ouverts! Mais personne ne peut s'y tromper!

L'offensive d'Amal a d'ailleurs commencé dès que l'armée sioniste s'est retirée du Sud-Liban en 83 et le bouclage des camps de Sabra, Chatila et Borj el Brajneh a été mis en place dès 1985, dans un contexte toujours plus complexe de rapports de forces internationales et libanaises.

LES RAPPORTS DE FORCE

Ce que les commentateurs bourgeois appellent le "conflit libanais" trouve ses racines dans la combinaison de trois sources contradictoires ou complémentaires d'intérêts. Il n'est pas inutile de les rappeler, car elles expliquent toute situation au Liban et en particulier le siège des camps par Amal.

Le premier facteur se situe dans la volonté générale de tous les Etats de la région, sioniste et arabes, en accord avec l'impérialisme et quelque soit le type de relation qu'ils entretiennent avec lui, de détruire la cause principale de déstabilisation de tout l'ordre politique et social du Moyen-Orient, car il met en effet en péril autant les intérêts de l'impérialisme que ceux de ces Etats. Ce facteur c'est la masse de réfugiés palestiniens, apatrides et prolétarisés dans leur grande majorité, et celle des palestiniens et arabes d'Israël et des territoires occupés, subissant la loi discriminatoire et raciste de l'Etat pied-noir. C'est bien la seule contradiction que tous les rapaces, quelque soit leur position dans les rapports de force locaux, sont d'accord de réduire par un effort commun.

Mais il y a aussi, comme second facteur, tout le jeu des Etats arabes entre eux qui cherchent à se placer en position de force dans le monde arabe pour jouer le rôle de sous-gendarme régional, après Israël qui leur en impose à tous sur le plan militaire et pour s'assurer d'une stabilité sociale et d'une solidité politique encourageant l'afflux des capitaux et leur assurant ainsi le rôle de riche plaque tournante commerciale et financière entre l'Occident et l'Orient. A ce jeu, la Syrie et Israël trouvent certainement un terrain d'entente au Liban. L'objectif d'Israël de transformer le Liban en un Etat croupion sans force et initiative propre rejoint, au moins momentanément dans la situation actuelle, celui de la Syrie de réaliser son dessein historique de la Grande Syrie en récupérant les territoires pris par la France pour la création de son Etat ligue au Moyen-Orient et en décomposant le reste du Liban. Israël et la Syrie se partagent donc les tâches contre-révolutionnaires au Liban pour faire face à l'obstacle que représentent les masses palestiniennes dans la réalisation de leurs objectifs hégémoniques.

Enfin le troisième facteur dont il faut tenir compte pour dénouer la complexité de la situation est celui des luttes et rivalités internes que se livrent les communautés libanaises soit pour conserver leur position dominante au sein de l'Etat ou de ce qu'il en reste, comme les maronites principalement, soit pour acquérir un nouveau rôle, mais principal, dans la redistribution des pouvoirs.

Depuis 15 ans, le Liban a vu se combiner de mille façons ces divers facteurs, mais quelque furent ces combinaisons, les masses libano-palestiniennes ont toujours fait les frais des conflits successifs. L'une des dernières et importante de ces combinaisons, celle des accords de Damas du 27 décembre 1985, préjudiciait à l'embrassement récent de Beyrouth et du Sud-Liban. Ces accords établis sous l'égide de Hafez el-Assad, signés par les trois seigneurs de la guerre au Liban, soit Joumblatt pour le PSP, Elie Hobeika (le tueur de Sabra et Chatila) pour les fractions chrétiennes pro-syriennes et Nabbi Berri pour Amal, traduit l'hégémonie qu'entend exercer la Syrie sur le Liban, mais aussi consacrer l'entente libanaise pour mettre fin à la résistance palestinienne en cours de réorganisation pour protéger les camps. Dans le numéro 386 du "prolétaire", nous indiquions en substance que cet accord ne mettait pas un terme à la concurrence entre communautés, mais qu'il cimentait une fois de plus leur volonté commune de liquider par le sang la question palestinienne. Le blocus militaire des camps montre aussi encore une fois que les communautés libanaises mesurent leurs forces réciproques à leur capacité de combattre la résistance palestinienne.

L'accord de Damas consacrait le rôle dominant de la Syrie dans le maintien de l'ordre contrerévolutionnaire et faisait suite au pillonage de l'OLP à Tripoli par les dissidents, appuyés par l'armée syrienne. La Syrie se charge donc de faire l'ordre au nord de Beyrouth et jusqu'à Beyrouth, tandis que le Sud-Liban est livré, pour cette basse besogne, aux forces armées des principales communautés hostiles à la présence palestinienne, c'est-à-dire chiites d'Amal, chrétiens et druzes, en étroite collaboration - nous le verrons plus loin - avec Israël. L'encercllement et le blocus militaire des camps sont en fait la prin-

cipale application sur le vif et à grande échelle de cet accord de brigands. Amal, principal allié de la Syrie, a été dans la guerre des camps une des colonnes du plan de pénétration de Hafez el-Assad au Liban pour rétablir son ordre si souvent ébranlé par le combat des masses palestiniennes. Après le départ du Sud-Liban de Tsahal, la Syrie avait joué sur les divisions internes de l'OLP pour éliminer cette organisation trop liée, par le Fatah, à ses pires ennemis arabes locaux, en particulier à la Jordanie avec laquelle Arafat, spécialiste de la manœuvre diplomatique, devait signer un accord signifiant une stratégie de paix séparée avec Israël et sa reconnaissance. Ainsi complété l'intervention sioniste, la Syrie pouvait modifier le jeu de ses alliances locales, s'appuyant pour la suite essentiellement sur les communautés chiites contrôlées par Amal et se retournant contre les fractions palestiniennes qu'elle avait aidées dans leurs assauts contre les pro-Arafat. Pour cela Hafez el-Assad exploite aujourd'hui la haine qui a pu s'établir chez les chiites, ou une partie d'entre eux, vis-à-vis des réfugiés palestiniens, accusés bassement d'apporter la mort et la détresse avec eux. Donc après l'action de la plaine de la Bekaa et de Tripoli et l'accord de Damas, la suite logique de l'action de maintien de l'ordre de la Syrie consistait à "nettoyer" le Liban des camps palestiniens, c'est-à-dire lancer une action militaire de grande envergure et de longue durée pour détruire la vie dans les camps et chasser les palestiniens en les repoussant vers la Jordanie pour les livrer à un autre boucher.

L'OFFENSIVE EN TERRITOIRES OCCUPES

L'offensive syro-chiite contre le camp du Liban et contre la réorganisation de la résistance a eu pour écho une autre offensive de l'Etat sioniste en Cisjordanie, dans les territoires occupés, où la grande crainte d'Israël comme de la Jordanie, est que les attaques féroces que subissent leurs frères au Liban ne poussent les masses arabes et palestiniennes des territoires occupés à la révolte contre l'oppression dont elles sont aussi victimes. Les ratonnades des sionistes ultra-nationalistes ont succédé aux tirs mortels de l'armée pour disperser les manifestations arabes. La situation dans les territoires occupés, et surtout à Jérusalem, devient de plus en plus explosive. Elle fait craindre à tous les piliers de l'ordre bourgeois et impérialiste une brutale réaction des masses palestiniennes et arabes pour desserrer l'état qui les étirent à mort. Leur crainte est que Jérusalem, où sont mélangés tous les ingrédients de la guerre civile, ne devienne un second Beyrouth, nouveau point de fixation de toutes les contradictions du Moyen-Orient.

Le maintien de l'ordre en territoires occupés pousse les deux Etats principalement concernés, Israël et la Jordanie, à mettre les bouchées doubles pour réaliser leur stratégie de stabilisation, en collaboration s'il le faut d'ailleurs avec la Syrie (sommet Hafez el-Assad et Hussein de Jordanie en janvier 86 par exemple). La stratégie commune d'Israël et de la Jordanie consiste à développer notamment, dans les territoires occupés, une bourgeoisie palestinienne et arabe liée par ses intérêts matériels et politiques à l'un ou à l'autre des deux Etats. Pour concrétiser une telle stratégie, il faut commencer par le début, à savoir les premiers capitaux et les premiers hommes de main. Les capitaux sont notamment le fruit de pourparlers à la City de Londres entre banques israéliennes et jordaniennes, unies dans les affaires lorsqu'elles doivent agir contre les masses palestiniennes et arabes. De plus, la récolte des capitaux et leur utilisation sera gérée par des organisations non palestiniennes, court-circuitant ainsi le comité jordano-palestinien chargé jusqu'ici du contrôle et de la répartition des fonds destinés aux territoires occupés. Quant aux hommes de main il n'en manque jamais, ce sont par exemple les nouveaux maires placés par le sionisme en Cisjordanie et entièrement à la solde de Hussein.

Les masses prolétaires et laborieuses palestiniennes sont donc placées sous une offensive générale des Etats arabes et de l'Etat sioniste, avec l'appui de l'impérialisme, pressé lui aussi (alors que s'accumulent dans le monde les nuages sombres d'une nouvelle crise profonde du capitalisme) d'en finir avec tous les facteurs de troubles ralentissant la recherche d'une "solution de paix" qui ne peut en fait n'être que la paix de l'ordre impérialiste pour le capital et celle des cimetières pour les masses arabo-palestiniennes.

Prises en tenaille à Beyrouth par la Syrie et toutes les communautés, en Cisjordanie par l'Etat sioniste et l'Etat hachémite, les masses prolétaires et laborieuses palestiniennes le sont aussi dramatiquement au Sud-Liban par les milices d'Amal et l'armée israélienne, secondée par l'armée du Sud-Liban (ASL).

La complicité ou le modus vivendi entre le sionisme et Amal a éclaté au grand jour début décembre 1986, lorsque les canonnières des bâtiments navals d'Israël, pillonnant les positions palestiniennes dans le secteur du camp de Miyeh-Miyeh, à l'est de Saïda, aidèrent Amal à reprendre le contrôle du camp. Ce premier pillonage débutait une série d'intervention de Tsahal, bombardant plusieurs camps palestiniens du Sud-Liban, dont Ain Heloué et encore Miyeh-Miyeh. La stratégie de l'Etat sioniste est claire: accentuer la division qui s'est installée entre les masses chiites pro-Amal et les masses palestiniennes. Ouri Loubary, conseiller israélien pour le Liban, déclarait récemment: "L'objectif commun des miliciens d'Amal, d'Israël et probablement de la Syrie, est de freiner une intensification des opérations palestiniennes menées contre Israël à partir du Sud-Liban (...). Seuls les miliciens d'Amal au Sud-Liban sont en mesure de contrôler de manière efficace les activités palestiniennes dans le secteur dont la population chiite elle-même a été victime en premier lieu dans le passé" (Le Matin, 24 avril 1987) Les tracts lancés sur les villes du Sud-Liban par l'aviation israélienne sont on ne peut plus clairs sur les objectifs mortels du sionisme. L'avertissement d'un retour en force de l'armée israélienne au Liban (1) n'est pas seulement destiné à faire peur, c'est une hypothèse réelle. Voici d'ailleurs la prose abjecte de ces tracts: "Aux habitants du Sud-Liban. Vu que les opérations terroristes et les tirs de roquettes contre Israël (ou contre l'ASL aux ordres, NDLR) à partir du Sud-Liban se poursuivent, Tsahal a décidé de prendre des mesures très graves. Souvenez-vous de l'époque qui a précédé (la guerre de) 1982. N'oubliez pas les souffrances que vous ont fait endurer les palestiniens. Tsahal n'a aucune envie de semer parmi vous la destruction et la mort. Votre destin est entre vos mains. Si le calme ne règne pas à Kiryat Shmona et à Naharya, les habitants de Nabatiyah, de Tir et de toute la région, ne connaîtront pas non plus le calme. Tout dépendra de vous. Eloignez les terroristes de chez vous et vous ne vous en porterez que mieux. Fasse qu'Allah parvienne à faire faire le bon choix à vos dirigeants."

Autrement dit: écrasez vous-même la résistance palestinienne ou sinon nous vous écraserons, tuez votre frère palestinien ou nous vous tuons! En matière de terrorisme et de chantage de masse il est difficile de faire mieux!

L'ORDRE SYRIEN REGNE A BEYROUTH

Après deux ans de harcèlement des camps et trois mois d'un siège total destiné à affamer leurs populations, sont apparues les premières "pressions" d'une part de l'impérialisme craignant que trop de cadavres - civils, femmes, enfants et vieillards - ne provoque une flambée de réactions de Gaza à Tripoli en passant par le fragile Jérusalem et engendre une résistance armée en territoires occupés d'autant plus difficile à maîtriser que poussées par le désespoir le plus profond. D'autre part les communautés concurrentes dans la redistribution des cartes au Liban ne pouvaient ne pas réagir à l'emprise toujours plus grande d'Amal. Alarmés par le poids trop grand de l'organisation chiite, les druzes du PSP, le PC libanais et le PSPN pro-syrien, réagirent en février en ouvrant de nouveaux fronts dans Beyrouth contre les hommes en armes d'Amal (2). Engagées au Sud-Liban et dans l'encercllement des camps de Beyrouth, les milices d'Amal fléchiront sous la pression des autres milices. Pour faire face à la montée d'Amal, même les chrétiens officieront pour faciliter le transport d'armes et le rapatriement des miliciens palestiniens. Petit jeu d'alliance contre nature qu'Israël sanctionnera en arraisonnant les navires de la compagnie maritime reliant le Liban à Chypre pour empêcher les chrétiens de faciliter le passage des combattants palestiniens. Quant aux chiites intégristes appuyés par l'ambassade d'Iran ils se rangeront du côté palestinien pour faire contre-poids à Amal au sein de leur propre communauté, position d'alliance complexe d'ailleurs puisque c'est la Syrie qui est

(suite en page 6)

Les masses palestiniennes

(suite de la page 5)

le principal allié de l'Iran dans sa guerre contre l'Irak et qu'Israël ne dédaigne pas non plus aider l'Iran pour affaiblir son plus proche adversaire qu'est Saddam Hussein.

Donc, parmi les causes de l'intervention de la Syrie à Beyrouth, le facteur de l'intégrisme joue un rôle important. La Syrie comme les autres Etats arabes n'échappe pas sur son propre territoire à l'ascension de l'intégrisme et elle a mené une guerre répressive bestiale contre les villes à dominante intégriste. Au Liban de même, l'intégrisme s'est considérablement développé depuis le début de la défaite militaire palestinienne face aux chars israéliens et devant toute absence de perspectives politiques radicales face à la misère. En effet l'effrètement de l'unité libano-palestinienne, comme la valse diplomatique incessante de l'OLP, repoussèrent les chiites déshérités vers le Hezbollah qui leur offrait par contre la possibilité de s'organiser sur des bases radicales et anti-israéliennes. Ce déplacement de masses chiites des organisations de la gauche libano-palestinienne vers l'intégrisme religieux a comme effet d'affaiblir Amal dans ses tâches de maintien de l'ordre (3). La résistance palestinienne dans les camps, la réaction armée des druzes et des maronites, le poids croissant des intégristes dans la communauté chiite, sont autant de facteurs dont la conjugaison amenait à la désintégration d'Amal.

Amal, chargé plus directement par Damas de rétablir un ordre favorable aux syriens, se trouvant dans l'incapacité d'assumer jusqu'au bout son rôle a donc dû être sauvé par Hafez el Assad. A Beyrouth, une défaite d'Amal, déjà malmené dans le sud à Magdouché qu'elle ne put reprendre aux combattants palestiniens, déséquilibrerait le rapport de force entre les communautés et sapait les forces de son principal allié local.

Car si la Syrie s'est appuyée maintes fois, mais momentanément selon ses intérêts propres, sur les fractions anti-Arafat de l'OLP, l'évacuation de l'OLP du Liban a mis au premier plan un allié bien plus stable et fidèle : Amal. Le FPLP et le FDLP qui jouent la carte syrienne depuis toujours, se retrouvent aujourd'hui sur la ligne de mire de la Syrie et les chiites, qui réclament depuis l'intervention israélienne de 82, le désarmement des palestiniens, a le

feu vert pour exécuter les basses besognes.

La Syrie poursuit ses propres visées hégémoniques sur le Liban dans la perspective de la Grande Syrie et pour cela doit anéantir toute capacité de résistance des masses libano-palestiniennes. Les palestiniens mais aussi les autres communautés hostiles à la présence syrienne subissent donc la répression du feu et du sang (notamment les intégristes de la région de Tripoli dont les tentatives d'autonomisation de leurs villages ont pris fin dans le sang avec l'intervention massive de l'armée syrienne). Sa présence à Beyrouth n'apporte en fait aucun répit aux masses palestiniennes, elle constitue au contraire un danger de plus pour les camps car la Syrie est toujours prête à rééditer sa participation à la destruction physique totale des palestiniens, comme elle l'avait fait de triste mémoire en 76 à Tell el Zaatar.

L'OLP RESPONSABLE

La situation dramatique d'oppression des prolétaires et masses laborieuses palestiniennes n'est pas que le fruit des seules pressions militaires de leurs bourreaux divers, mais aussi le résultat de la politique nationaliste de l'OLP et de toutes ses fractions, mêmes dissidentes comme celles d'Habache (FPLP) ou de Hawatmeh (FDPLP) qui d'une part en pratiquant la "non ingérence dans les affaires intérieures des pays frères" a creusé un fossé entre palestiniens et autres masses prolétariennes du Moyen-Orient et du Liban en particulier et qui d'autre part fait dépendre le sort de la lutte héroïque des prolétaires et masses laborieuses palestiniennes d'un jeu inique d'alliances multiples et fluctuantes avec les Etats arabes et l'impérialisme sans cesse courtisé pour un strapontin.

Le XVIIIème Congrès National Palestinien (CNP), s'est déroulé à Alger en avril, succédant au Congrès d'Amman (boycotté alors par les organisations hostiles au Fatah de Yasser Arafat) sous le signe de l'unité retrouvée entre toutes les fractions rivales. Faites au prix de quelques concessions qui n'engagent réellement personne (abrogation d'un accord OLP-Jordanie devenu caduque dans les faits et gel des relations avec l'Egypte), cette unité que les partisans de la ligne "pas de paix sans l'OLP"

savourent avec fastes a été présentée par les médias, en substance, comme une "grande victoire du peuple palestinien enfin réconcilié face à ces nombreux ennemis, etc...". Pour nous communistes, cette unité retrouvée sous les baïonnettes de la Syrie, d'Amal, d'Israël et de la Jordanie est la consécration de la faillite totale de la politique nationaliste et de division de l'OLP. Elle est la démonstration sans appel des conséquences terribles de cette stratégie d'alliance avec les divers bouchers de la place moyen-orientale, que ce soit celle d'Arafat qui balance d'Alger à Ryad en passant par Amman, ou celle des autres fractions, pro-syriennes, qui paient aujourd'hui une fois encore leurs relations avec Damas. Arafat et le Fatah peuvent encore compter sur "l'amitié" des pays arabes concurrents de la Syrie pour le leadership régional (comme l'Algérie), mais c'est l'amitié du loup qui flatte la brebis pour mieux la dévorer.

C'est évidemment le rôle joué par la Syrie dans la guerre des camps qui a isolé totalement les organisations palestiniennes pro-syriennes et les a poussées à rejoindre le camp de l'OLP, déçues de ne pas avoir reçues la récompense de Hafez el Assad pour les multiples services rendus, autrement que sous la forme d'obus et de missiles sur les camps palestiniens.

L'unité de l'OLP est donc le bilan des échecs de cette politique d'asservissement soit aux Etats arabes, soit à l'impérialisme. Mais elle ne met pas fin à la stratégie d'alliance de l'OLP, elle ouvre une nouvelle phase d'alliances qui se révélera tout aussi désastreuse et meurtrière que les précédentes. Elle est donc la conséquence de l'incapacité de l'OLP à définir une stratégie d'union des luttes au Moyen-Orient, incapacité qui n'est pas due à une quelconque insuffisance d'analyse, mais à la nature même, bourgeoise, de cette organisation.

Les prolétaires et masses laborieuses palestiniennes ne retireront rien de plus de cette unité que le renforcement de leur désunion avec les masses arabes. Elle ne remplit pas le fossé creusé entre chiites et palestiniens, ni n'offre d'autre perspective que celle d'une voie diplomatique internationale (conférence pour la paix), donc d'une voie d'assujettissement à l'impérialisme et limitée à l'horizon d'un mini-Etat croupion (4).

Le prolétaire arabe comme le prolétaire palestinien subissent la même exploitation capitaliste et la même oppression de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient. Pour les palestiniens cette oppression

est redoublée par une féroce oppression nationale provoquée par le sionisme et entretenue par les Etats arabes complaisants. Cette oppression particulière détermine principalement toutes les conditions de vie des masses palestiniennes et apparaît à leurs yeux comme la raison première de leur misère et de leur errance. Mais si cette oppression apparaît comme conséquence directe de l'absence de terre pour le peuple de Palestine et de l'inscription "sans nationalité" sur leurs papiers d'identité, elle est en premier lieu le prolongement et la conséquence aussi directe de la politique impérialiste imposée au Moyen-Orient pour faire régner l'ordre autour des puits de pétrole et nécessaire au développement capitaliste. Les conséquences de cette pression impérialiste sont aussi une surexploitation du prolétariat local et son maintien sous le joug des routelets du coin, assis sur leur trône par l'impérialisme. Le combat des masses prolétariennes palestiniennes et arabes doit donc se fonder en un seul bloc contre leurs ennemis communs le capitalisme, l'impérialisme et son pion local sioniste. La brûlante question nationale palestinienne ne pourra être résolue que par la lutte révolutionnaire prolétarienne dans le cadre de la révolution en permanence au Moyen-Orient. ●

(1) L'armée sioniste a d'ailleurs pénétré fréquemment sur le territoire sud-libanais pour lancer des expéditions punitives contre ceux qui s'attaquent à l'ASL.

(2) Ni le PSP, ni les chrétiens n'ont jusqu'alors levé le petit doigt pour protéger les camps, pendant deux ans ils ont assisté fort aise aux tirs à vue d'Amal contre les habitants des camps.

(3) Les fonctionnaires de l'ambassade d'Iran qui accompagnèrent les convois de ravitaillement furent tous tués par Amal. D'une pierre deux coups, elle affaiblissait encore plus les camps et montrait sa volonté de ne pas se laisser développer l'intégrisme ni dans sa propre communauté ni dans les camps.

(4) La résolution du CNP appelle à "la convocation d'une conférence internationale dans le cadre et sous les auspices des Nations Unies, avec la participation des membres permanents du Conseil de Sécurité et les parties concernées par le conflit, y compris l'OLP sur pied d'égalité avec les autres participants. Le Conseil souligne que "la conférence doit avoir les pleins pouvoirs."

VIVE L'OCTOBRE BOLCHEVIQUE

(suite de la page 1)

Troisièmement: Restauration de la théorie de l'Etat et de la révolution selon Marx, et de la Dictature du Proletariat comme transition à la disparition des classes et de l'Etat lui-même; restauration de la théorie du parti de classe établie par Marx et Lénine -contre la déviation ouvriériste, et Trade-unioniste, ou encore "démoproletarienne"- selon laquelle c'est le parti qui, sans farce électorale de type bourgeois, représente la classe et conduit la révolution, dirige l'Etat et son abolition ultérieure.

Résultats de portée mondiale auxquels, dans les années glorieuses qui suivirent Octobre s'ajouta la construction de la nouvelle Internationale et son appellation de "communiste".

L'Octobre bolchévique a donc été une splendide confirmation du marxisme et du programme communiste. Par la suite, après l'échec du mouvement révolutionnaire en Europe, la contre-révolution bourgeoise eût raison de l'Octobre russe, mais pas de la doctrine marxiste.

Dans son travail de réappropriation de la théorie marxiste correcte, notre parti a mis au centre de son travail, dès ses premiers pas dans ce second après-guerre, le bilan de la révolution russe et de la contre-révolution bourgeoise. La restauration de la théorie marxiste est passée par ce travail indispensable de bilan de ce qui fut le premier bastion de la révolution prolétarienne mondiale et d'une contre-révolution qui a d'abord été internationale avant d'être russe. Et c'est à ce bilan qu'il faut se référer pour assurer la continuité des principes théoriques et du fil théorique international du communisme révolutionnaire, continuité indispensable pour qui veut travailler sérieusement à la formation du parti communiste mondial.

Dans cette série d'articles, nous allons aborder quelques-uns des points essentiels de la révolution russe, en commen-

çant par la réaffirmation du caractère socialiste de l'Octobre bolchévique.

Un des mensonges les plus répugnants diffusés par les partis renégats, stalinien et "post-stalinien" a été (et est toujours) l'affirmation selon laquelle Lénine et le bolchévisme auraient apporté au marxisme toute une série de nouveautés et de mises à jour, rendues nécessaires par les "conditions particulières" d'arriération de l'empire Tzariste. Cette négation de l'unité, de l'intégralité de la doctrine marxiste monolithique et invariante est en effet la base sur laquelle tous les partis stalinien justifiaient les "adaptations" du marxisme à leurs propres conditions particulières et la théorisation de "voies nationales au socialisme" qui camouflaient en fait leur collaboration avec la bourgeoisie dans tous les pays.

Naturellement, les aspects de la révolution russe qui étaient et qui sont encore prétendument liés à l'arriération de l'aire slave, sont ceux qui portent sur la prise violente du pouvoir, l'exercice de la dictature prolétarienne par le seul parti communiste, la terreur rouge contre tous les partis et les forces adverses, les interventions despotiques sur le terrain social et économique, le soutien actif et centralisé aux mouvements révolutionnaires des autres pays et la direction ferme de l'Internationale Communiste: c'est-à-dire précisément les aspects universels de cette révolution.

La théorie du "socialisme dans un seul pays" est bien la déformation complète du bolchévisme et donc du marxisme; et nous n'oublions pas que son application en Russie et ailleurs passa par le massacre de la vieille garde bolchévique et la persécution de tous les militants communistes célèbres ou anonymes pendant des décennies et dans le monde entier.

La bourgeoisie libérale d'Occident pouvait accepter la fin du Tsarisme, même de façon violente; la révolution

de Février 17 et le pouvoir bourgeois de Kérénsky furent salués dans toutes les capitales d'Europe et soutenues de façon à ce que l'engagement de la Russie dans la guerre devienne plus efficace que sous le Tsar. Jamais elle ne pouvait admettre que les classes dominées et le prolétariat en particulier hissent sur le cadavre du Tsarisme le drapeau de la révolution anti-capitaliste après celui de la révolution anti-féodale.

Les représentants civilisés et humanistes des partis opportunistes, patriotiques et social-chauvins pouvaient accepter que la révolution bolchévique bouleverse la société archaïque russe; ils purent saluer la révolution pour sa fermeté contre la vieille société barbare après les tentatives de restauration du Tsarisme. Mais jamais ils ne pouvaient admettre qu'elle soit après Octobre le premier bastion d'une révolution mondiale mise à l'ordre du jour par l'histoire dont elle anticipait les objectifs et les méthodes universelles.

Ils étaient prêts à tout accepter, comme le démontraient les centristes (Serrati en Italie, Frossard en France, etc.), sauf que la voie tracée par l'Octobre bolchévique était la seule qui devait être suivie à l'échelle internationale.

Depuis, et surtout après la victoire stalinienne, toutes leurs commémorations n'ont visé qu'à nier la portée gigantesque de la révolution d'Octobre et à priver les générations ouvrières successives de ses formidables enseignements historiques.

Le mouvement révolutionnaire de 1917, inattendu par la bourgeoisie, mais attendu, prévu et préparé depuis de longues années par les révolutionnaires marxistes, et pas seulement en Russie, secoua le monde entier. Et seule la force internationale et concentrée de tous les pouvoirs bourgeois et réactionnaires put vaincre ce premier pouvoir révolutionnaire prolétarien, au bout de 10

ans d'âpres luttes politiques, économiques et militaires.

Mais les raisons de la défaite ne résident pas dans la force militaire; ce furent l'isolement forcé et l'absence de révolution en Europe qui déterminèrent en dernière analyse la dégénérescence interne de l'Etat et du parti de la dictature du prolétariat.

L'arriération économique de la Russie imposait nécessairement un développement en sens capitaliste de l'économie nationale; le pouvoir bolchévique, conscient de cette tâche interne, tablait sur la victoire de la révolution dans l'Europe économiquement avancée et sur le maintien pendant ce temps du pouvoir politique de la classe ouvrière, selon le simple mais gigantesque schéma de la révolution prolétarienne.

Après avoir éclaté en Russie pour des raisons de caractère international (la guerre impérialiste avait lié le sort du pays à la révolution mondiale), la révolution prolétarienne aurait pu résister en gardant le pouvoir à condition de recevoir l'aide du prolétariat socialiste -comme le rappelle Lénine- des pays capitalistes avancés. C'est d'abord pour des raisons internationales que tomba le pouvoir bolchévique.

Du 1848 prolétarien de Paris, Berlin, Vienne et Milan au 1871 de la Commune il s'écoula 23 ans; de 1871 à l'Octobre russe 46 ans passèrent. De 1917 à la prochaine échéance historique révolutionnaire les années ont été beaucoup plus nombreuses que ne l'espéraient Lénine et Trotsky, et que notre parti lui-même le pensait lorsque 20 ans à l'avance il prévit la crise économique mondiale de 1975. Mais le cours historique de la lutte entre les classes ne s'est pas achevé pour autant, et aujourd'hui encore plus qu'hier, il intéresse toute la planète.

La lutte entre les classes ne se développe pas aujourd'hui sur des lignes d'affrontement social claires et définies; elle ne peut compter sur des orga-

nisations de défense immédiate et sur des partis vraiment indépendants de l'Etat et de la bourgeoisie. En détruisant le parti de la révolution, le Staliniisme a détruit aussi l'associationnisme ouvrier de classe, si bien que le prolétariat est dominé par le collaborationnisme politique et syndical des centrales opportunistes.

Cela impliquera, pour le parti communiste révolutionnaire en reconstruction d'assumer des tâches beaucoup plus lourdes que dans les années 20, alors qu'il pouvait compter à l'époque sur des organisations syndicales rouges. Mais la vieille taupe travaille patiemment et les contradictions du sous-sol économique affleurent à la surface sociale mettant peu à peu en mouvement toutes les couches sociales sur lesquelles le prolétariat devra dans un avenir que nous espérons pas trop éloigné, se hisser pour redevenir le protagoniste de la lutte des classes.

LES CARACTERES SOCIALISTES D'OCTOBRE

Un texte de parti daté de 1957, "Quarante ans d'évaluation organique des événements de Russie dans le développement social et historique international" (2), expose les points essentiels de notre analyse de la nature socialiste de la révolution russe:

"Lénine avait toujours exclu, et il l'exclut jusqu'à la fin de ses jours avec les marxistes bolchéviques authentiques, qu'en l'absence de répercussion de la révolution russe en Europe, la structure sociale russe pouvait se transformer de façon socialiste, alors que l'économie européenne restait capitaliste." Il suffit de se référer directement à Lénine, par-dessus les falsifications staliniennes et post-staliniennes pour retrouver dans tous ses écrits cette ligne invariable. Dans "Deux Tactiques de la Social-Démocratie dans la révolution démocratique" (1905) il arrive à cette conclusion sans équivoque: " Cette victoire (la victoire décisive sur le Tsarisme-NDLR) ne fera pas le moins du monde de notre révolution bourgeoise une révolution socialiste; la révolution démocratique ne sortira pas directement du cadre des rapports sociaux et économiques bourgeois; mais cette victoire n'en sera pas moins d'une portée énorme pour le développement futur de la Russie et du monde (...) cette victoire nous permettra de soulever l'Europe; et le prolétariat socialiste d'Europe, après avoir renversé le joug de la bourgeoisie, nous aidera à son tour à faire la révolution socialiste" (2)

La cohérence et la continuité sont parfaites avec Marx et Engels qui affirmaient dans la préface de l'édition russe du Manifeste, en janvier 1882:

" En Russie à côté de l'ordre capitaliste qui se développe fébrilement et à côté de la propriété foncière bourgeoise, qui ne se forme qu'actuellement, nous trouvons plus de la moitié du sol en propriété commune des paysans. Il se pose donc le problème: la commune rurale russe, cette forme en grande partie déjà dissoute, il est vrai, de la propriété commune originelle de la terre, pourra-t-elle passer directement à la forme plus haute, communiste de la propriété foncière, ou devra-t-elle connaître d'abord le même processus de dissolution qui constitue le développement historique de l'Occident ? "

La seule réponse aujourd'hui possible est la suivante: si la révolution russe sert de signal à une révolution ouvrière en Occident, de façon qu'elles se complètent toutes deux, alors la propriété commune russe pourra servir de point de départ pour une évolution communiste "

Et quelques années plus tard Engels dans son texte: "Les conditions sociales en Russie" conclut de même: " celle-ci (la révolution en Russie-NDLR) non seulement arrachera la grande masse de la nation, les paysans, à l'isolement de leurs villages qui forment leur "mir", leur monde, les poussera sur le devant de la scène où ils apprendront à connaître le monde extérieur et donc à se connaître eux-mêmes, leur situation et les moyens pour se libérer de leurs misères présentes, mais elle donnera au mouvement ouvrier occidental une nouvelle impulsion et de nouvelles et meilleures conditions de lutte, et, pour cette raison, elle hâtera cette victoire du prolétariat industriel moderne sans laquelle la Russie d'aujourd'hui ne peut sortir ni de la commune ni du capitalisme pour se diriger vers une transformation socialiste" (3)

Et en effet, le prolétariat industriel moderne d'Occident reçut de la révolution russe victorieuse l'impulsion et de

meilleures conditions de lutte, mais il ne réussit pas alors à vaincre. C'est pourquoi la commune russe, (et avec elle le prolétariat) dut connaître le même processus de dissolution qu'en Occident, sans pouvoir éviter "la plus grande partie des souffrances et des luttes à travers desquelles nous autres de l'Occident européen, nous devons nous ouvrir péniblement la voie " (encore Engels).

Le prolétariat socialiste d'Europe, faute d'avoir pu abattre le joug de la bourgeoisie, ne put aider le prolétariat russe à accomplir la révolution socialiste, c'est-à-dire à passer à la transformation socialiste des rapports sociaux et économiques bourgeois. Le caractère socialiste de la révolution prolétarienne russe ne doit donc pas être cherché dans l'économie que, en cohérence avec Lénine, notre courant a toujours considérée comme capitaliste en le démontrant dans tout son travail de parti.

Le caractère socialiste de la révolution d'Octobre doit être cherché sur le plan politique, dans le parti communiste bolchévique: dans son exercice comme parti unique de la classe ouvrière, de la dictature de classe, dans sa politique "intérieure" et surtout dans sa politique "extérieure", qui liait le sort du pouvoir révolutionnaire à la victoire de la révolution prolétarienne en Europe, ou au moins dans un des pays les plus évolués (l'Allemagne).

Lénine parlait des deux moitiés séparées du socialisme: en Russie le pouvoir politique, en Allemagne, la maturité économique.

Lénine cependant -continue notre texte de 1957- maintient toujours sa thèse selon laquelle en Russie le pouvoir devait être pris et conservé sous une forme dictatoriale, par le prolétariat appuyé sur les paysans. Surgissent alors deux questions historiques. Peut-on appelé socialiste une révolution qui, comme le prévoyait Lénine, crée un pouvoir qui en attendant de nouvelles victoires internationales, administre des formes sociales d'économie privée, quand ces victoires n'ont pas eues lieu ? La deuxième question porte sur la durée admissible d'une telle situation, et s'il n'y a pas des alternatives autres que la contre-révolution politique ouverte, le retour au pouvoir d'une bourgeoisie nationale à visage découvert."

Ces deux questions contiennent les problèmes relatifs non seulement à la révolution russe, mais aussi à la révolution internationale. La réponse ne peut être fournie que grâce à un bilan théorique, historique et politique de la première révolution prolétarienne victorieuse et de sa défaite par la suite. Notre parti a basé sur ce bilan son oeuvre de restauration de la doctrine marxiste et de la perspective révolutionnaire correcte; il a fondé après la guerre sa vie d'organisation militante sur ce travail qui affronte tous les grands problèmes d'orientation politique et programmatique et dont les résultats sont particulièrement ardues à assimiler surtout dans une situation historique défavorable comme l'ont démontré les divergences et les scissions qui ont frappé notre petite organisation.

L'alternative à la victoire contre-révolutionnaire armée, qui n'eût pas lieu - confirme notre texte - laissait ouverte deux autres possibilités, et non une seule: la dégénérescence interne de l'appareil du pouvoir (Etat et parti) qui s'adaptait à l'administration de formes capitalistes, en déclarant abandonner l'attente de la révolution mondiale (ce qui arriva); ou un long maintien au pouvoir du parti, directement engagé dans le soutien à la lutte prolétarienne dans tous les pays, et avec le courage qu'eût Lénine pour déclarer que les formes sociales intérieures restaient largement capitalistes (et pré-capitalistes). "

La contradiction entre les tâches socialistes du pouvoir révolutionnaire (soutenir la lutte prolétarienne internationale pour favoriser au maximum la victoire de la révolution mondiale) et les tâches démocratiques et bourgeoises (impulser le développement économique capitaliste, sous le contrôle de la dictature du prolétariat en Russie) ne pouvait être résolu que dans le parti marxiste international et dans la lutte révolutionnaire internationale.

La victoire de la révolution dans un pays capitaliste développé aurait pu alléger le poids des tâches bourgeoises qui s'imposaient au pouvoir bolchévique en lui apportant la puissance économique et les moyens techniques qui lui faisaient défaut, tout en renforçant les bastions de la révolution mondiale.

Dans la mesure donc, où il ne réussissait pas à se maintenir au pouvoir

avec cette ferme orientation d'aide à la lutte révolutionnaire internationale, et où il ne recevait pas de celle-ci et des partis de l'International un soutien solide, le parti bolchévique ne pouvait que dégénérer, sans même qu'il ait pu se consolider une force militante authentiquement marxiste capable, sinon de résister victorieusement à ce processus, du moins de consolider un point d'appui solide pour la reprise de la lutte communiste prolétarienne. La contre-révolution put donc obtenir non seulement la défaite de la révolution mondiale, mais, pire encore, la participation du prolétariat à la deuxième boucherie impérialiste et à la reconstruction d'après-guerre, repoussant de plusieurs décennies la reprise prolétarienne et la reconstitution du parti marxiste international.

GUERRE ET REVOLUTION

La révolution d'Octobre ne peut être jugée correctement si on la limite à une révolution nationale et simplement anti-féodale. Mais il serait également désastreux de voir du socialisme dans les bouleversements de la structure économique et sociale, qui n'ont jamais pu aller au-delà du capitalisme sous prétexte que ces bouleversements étaient dirigés par le parti communiste.

En fait c'est toute la période historique qui débouche sur l'alternative: guerre impérialiste ou révolution prolétarienne, et qui détermine les caractères objectivement prolétariens de 1917 et sa portée historique.

Octobre se lit dans toutes les pages -dans les discours, dans les écrits, dans les thèses, dans les batailles, anneaux d'une seule et même chaîne- qui en furent le signe précurseur avant que l'insurrection renverse d'un seul coup tout l'appareil de domination de la classe dirigeante " écrivions-nous en 1968 dans "Les Grandes Leçons d'Octobre 17". (4)

Et s'il n'y avait pas eu tout cela avant il n'y aurait jamais eu Octobre, c'est-à-dire aussi " La guerre civile, l'Internationale et ses premiers congrès, la NEP; la révolution victorieuse mais également la contre-révolution qui la submerge ensuite. L'Octobre qui signifie non seulement la révolution en Russie, mais la révolution -et la contre-révolution déchaînée contre elle- dans le monde entier; ce n'est pas l'inconnu vers lequel se jette le parti en espérant que l'histoire résolve ses énigmes et lui dicte le chemin; c'est le point d'arrivée prévu, attendu, préparé, martelé de fois en fois, dans les paroles et dans les actes, parmi les masses; un point d'arrivée qui est en même temps et au même titre, un point de départ. "

C'est-à-dire le point de départ pour la conquête internationale du pouvoir, l'exemple vivant de la prise de pouvoir, la voie que les communistes parisiens avaient empruntée et que Marx et Engels avaient théorisée avant, pendant et après la Commune de même que le parti bolchévique par la voix de Lénine l'avait théorisée avant, pendant et après la prise du Palais d'Hiver, et qui, pour les communistes de tous les pays et de toutes les générations est la seule voie.

En janvier 1918, Lénine affirme d'une façon lapidaire et sans équivoque: " La victoire définitive du socialisme dans un seul pays est naturellement impossible. Mais en contrepartie, une autre chose est possible: un exemple vivant, un début de travail quel que soit le pays; voilà ce qui enflamme les masses travailleuses dans tous les pays". Et en juillet 1918, alors qu'éclate la guerre civile: " Pour le moment, notre tâche est de maintenir le flambeau du socialisme de telle façon qu'il projette le maximum d'étincelles pour l'incendie croissant de la révolution mondiale". C'est là le sens formidable de la révolution en permanence de Marx, si chère à Trotsky.

Un aspect déterminant de la question est le problème de la guerre. La guerre européenne avait un caractère impérialiste, y compris pour la Russie " et donc le parti prolétarien devait, comme dans la guerre russo-japonaise qui provoqua les luttes de 1905, avoir une attitude ouverte de défaitisme. Cela non parce que l'Etat n'était pas démocratique, mais pour les mêmes raisons qui dictaient leur devoir aux partis socialistes des autres pays. Il n'y avait pas en Russie assez d'économie capitaliste et industrielle pour donner la base du socialisme, mais il y en avait assez pour donner à la guerre un caractère impérialiste. " (5)

Et il y en avait assez pouvons-nous ajouter pour donner à la lutte prolétarienne le caractère d'une lutte révolutionnaire. L'attitude par rapport à la guerre devient alors décisive et discriminante pour tous les partis: ceux qui sont pour sa confirmation, quelles que soient leurs justifications, sont contre la révolution et même contre Février 17 qui voulait la fin de la guerre; ceux qui sont pour sa liquidation sont pour la révolution prolétarienne, seule capable de mettre fin à la participation russe à la guerre, en constituant une puissante alternative pour la lutte prolétarienne mondiale.

La première phase de la révolution (Février) fut saluée par tous les démocrates et les social-patriotes. La majorité des socialistes russes de droite n'avaient pas adhéré à la guerre, mais ils se rangèrent derrière un gouvernement provisoire qui la continuait; sur cette base s'édifia le compromis avec les partis bourgeois.

Les bolchéviques restèrent les seuls à revendiquer la liquidation de la guerre et des alliances de guerre, et le renversement du gouvernement.

Cette position avait d'autre part sa base matérielle dans le cours même de la révolution de Février qui avait abattu le Tsarisme et transmis le pouvoir à la bourgeoisie, mais qui avait aussi créé un double pouvoir avec les soviets des ouvriers et des soldats qui s'appuyaient non sur la loi mais sur la force armée des masses. C'est sur ce pouvoir des masses en armes que s'appuiera l'insurrection d'Octobre et la défaite des forces bourgeoises avec leur idéologie démocratique et guerrière.

Seul le prolétariat guidé par son parti de classe pouvait saisir l'occasion historique d'Octobre; seul le prolétariat guidé par son parti de classe pouvait accomplir la tâche d'arrêter la guerre impérialiste et de liquider les alliances militaires, par la conquête du pouvoir politique qui seul peut garantir la fin de la guerre " ce qui sera " le début de la rupture mondiale du Front des intérêts du capital; ce n'est qu'en rompant ce Front que le prolétariat peut en effet soustraire l'humanité aux horreurs de la guerre et lui procurer les bienfaits d'une paix durable " (Lénine).

La position du parti bolchévique n'est ni pacifiste, ni nationale; c'est la position révolutionnaire correcte valable pour le prolétariat de tous les pays, dans l'optique de la révolution internationale.

La conquête du pouvoir par le parti communiste -dit notre texte de 1957- se traduit par la défaite dans la guerre civile de tous les autres partis, bourgeois, paysans et soi-disants ouvriers, partisans de la poursuite de la guerre aux côtés des Alliés. Elle se complète par la victoire contre ces partis dans le Soviet pan-russe qui reflète leur défaite et celle de leurs alliés extra-soviets dans la lutte dans la rue; dans la dispersion de l'Assemblée Constituante convoquée par le gouvernement provisoire; et finalement dans la rupture avec le dernier allié, le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, fort dans les campagnes et partisan de la guerre sainte contre les allemands "

Les traîtres au socialisme cherchèrent à poignarder Octobre; Octobre triompha contre eux, contre la guerre et l'impérialisme mondial et il fut une victoire prolétarienne et communiste.

En résumé, notre première thèse s'énonce ainsi: Octobre est socialiste pour avoir mis le prolétariat mondial face à l'alternative historique guerre ou révolution. C'est dans ce cadre que le parti marxiste en Russie pose le problème de la prise du pouvoir par le prolétariat et qu'il mène la lutte indépendante de classe, dans une optique internationaliste et internationale pour la liquidation de la guerre, par le défaitisme sur tous les Fronts (en commençant par "son" propre Front), la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

(à suivre)

1) Ce texte, compte-rendu de réunions internes du parti, se trouve dans le recueil "Struttura Economica e Sociale della Russia d'Oggi".

2) Publié en français sous le titre "Le Marxisme et la Russie".

3) Engels, postface à "Sozialen aus Russland" (1894), in "Marx-Engels, la Russie", ed. 10-18

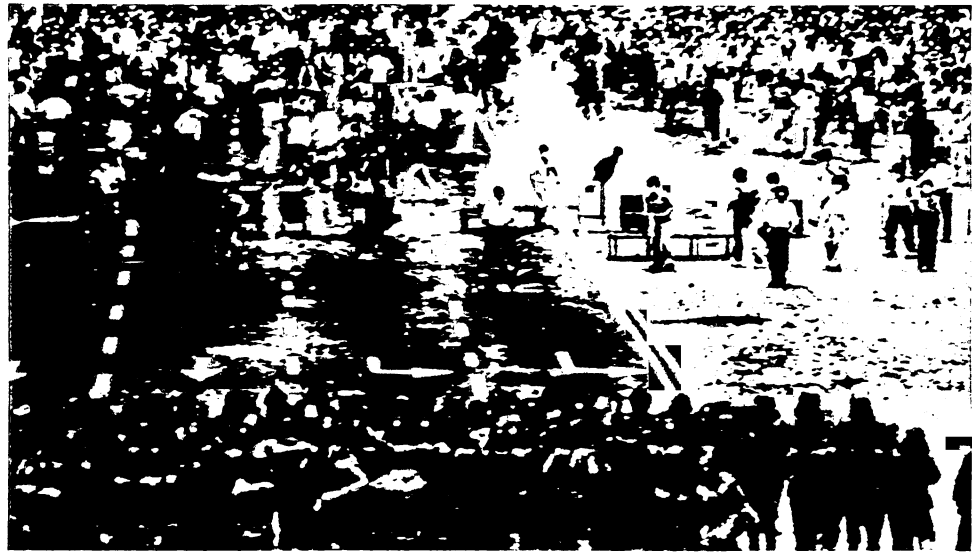
4) In "Bilan d'une révolution", Programme Communiste numéros 40-41-42

COREE DU SUD

Le "pays du matin calme"

dans la tourmente des contradictions capitalistes

Alors que le capitalisme mondial dépérit à vue d'oeil et que s'annoncent les signes inquiétants d'un nouveau reflux économique dont l'effet sera, de l'avis même des observateurs bourgeois, particulièrement dévastateur, il est un pays que tous les capitalistes scrutent, analysent et dissèquent en avant d'envie et de jalousie: la Corée du Sud. Consolidée par l'impérialisme américain il y a quarante ans pour faire barrage à l'extension des révolutions nationales-démocratiques des pays d'Asie, la Corée, comme Hong-Kong, devait dans la stratégie impérialiste devenir une riche vitrine de l'Occident face à ce que les bourgeois nomment faussement "le mode communiste". Ce comptoir capitaliste à proximité des "citadelles rouges", outre ses fonctions stratégiques et militaires très importantes, a donc été conçu pour faire briller la supériorité du monde "démocratique et libéral" face au monde "despotique et dirigiste" du soi-disant "bloc socialiste".



L'impérialisme américain, mais aussi japonais pour qui ce pays fait partie de sa traditionnelle zone d'expansion, ont donc réuni leurs forces pour accélérer le développement économique de la Corée du Sud, portant à bout de bras la bourgeoisie locale et surtout profitant de la masse de forces de travail disponibles, taillables et corvéables à volonté.

Le capitalisme mondial s'est jeté sur cette aubaine fantastique: un pays où il n'existe aucune limite à l'exploitation de la force de travail! La technologie de production de la seconde moitié du vingtième siècle associée aux

conditions sauvages d'exploitation de la première moitié du dix-neuvième siècle!

Les capitaux, sitôt la stabilité de l'ordre impérialiste rétablie par la répression militaire, se sont donc jetés sur ce petit pays. De 1962 à 1980 les investissements directs étrangers ont représenté une valeur de 1 154 millions de dollars. Sur cette somme, le Japon vient en tête des investisseurs avec 619 millions, suivi par les USA avec 235 millions. La Corée du Sud est devenue ainsi du fait de sa main-d'oeuvre docile

et bon marché, une immense entreprise manufacturière. Les machines et équipements d'exploitation ont été pratiquement totalement importés en même temps que les brevets et les licences.

Quelques chiffres peuvent faire effectivement rêver les capitalistes enlisés dans une croissance poussive. De 1961 à 1981, le produit national a été multiplié par 30. Dans le produit intérieur brut, la part de l'industrie dans ce même laps de temps est passée de 14 à 36 %, tandis que l'agriculture diminuait de 37 à 18 %. Quand à la part des exportations de produits manufacturés, elle est passée de 14 à 97 %!

Les capitalistes, devant ce phénomène, ont encensé les représentants de la bourgeoisie coréenne et offert toutes les facilités politiques, militaires et policières pour maintenir l'ordre de fer nécessaire à une exploitation forcée de la classe ouvrière. Le taux de croissance moyen de la Corée s'élève, selon les sources, de 10 à 12 % par an.

Mais cette "formidable santé économique" ne tient pas du miracle, comme le répètent les imbéciles spécialistes bourgeois, elle est le résultat de l'exploitation forcée de la force de travail des prolétaires. Le capitalisme coréen tire sur toutes les ficelles pour augmenter la part de plus-value. Le temps de travail est en moyenne de 54,4 heures par semaine. Si l'on retranchait de cette moyenne les horaires des catégories sociales privilégiées et si l'on y rajoutait les heures supplémentaires, la réalité serait bien pire encore pour les prolétaires. Mais les statistiques gonment une part importante de cette réalité.

Les salaires sont à l'inverse des horaires de travail. L'ouvrier coréen touche 1,3 dollars de l'heure alors que l'ouvrier japonais en touche 6,6 et l'américain 13. L'expansion capitaliste en Corée du Sud a bouleversé les structures sociales anciennes en prolétarisant une masse de paysans et en créant ainsi une jeune classe ouvrière, puissante en nombre et d'autant plus dangereuse

pour le capital. La Corée du Sud a donc été le théâtre de luttes répétées, où les étudiants jouent généralement le rôle de ferment et expriment les contradictions sociales engendrées par le développement effréné du capitalisme.

Les émeutes de ces dernières semaines expriment encore une fois la vitalité de la lutte des classes dans une situation de répression et d'exploitation sauvages.

Politiquement la situation en Corée rappelle ce qui s'est passé ailleurs, aux Philippines par exemple. Face au régime dictatorial d'un Chun Doo-Hwan, pourri par la corruption et la protection de clans affiliés au pouvoir ou à l'armée, la bourgeoisie qui connaît les risques pour l'ordre établi d'une prolongation trop longue de la méthode de violence directe, présente une alternative démocratique. Comme aux Philippines, cette alternative devient aux yeux de la bourgeoisie, mais aussi de l'impérialisme, la seule voie pour éviter que ne s'embrace définitivement un pays aussi précieux du point de vue stratégique.

Le problème des représentants bourgeois nationaux, comme de l'impérialisme est de réaliser une transition en douceur vers des formes démocratiques de l'exercice du pouvoir.

Pour les prolétaires, le piège est de nouveau tendu. Leurs luttes ne doivent pas se subordonner aux préparatifs d'un changement de tête sous la couronne du pouvoir bourgeois. Elles doivent servir à renforcer le prolétariat, puisque celui-ci ne peut aujourd'hui imposer sa solution révolutionnaire, contre toutes les formes politiques, despotique ou démocratique, que revêt la domination bourgeoise. Démocratique, l'Etat sud-coréen continuera à exploiter avec autant d'acharnement le prolétariat et à mater ses tentatives de révolte.

Les Jeux Olympiques qui doivent se tenir à Séoul en 88, et dont on connaît la fonction idéologique d'opium pour les masses, seront sans nul doute un facteur de plus pour justifier le maintien de la répression, même sous une forme plus démocratique de gouvernement.

Pour que notre presse vive et continue à vivre

Notre presse et notre activité de propagande peuvent devenir une véritable arme de bataille à condition qu'elles servent à l'oeuvre de reconstitution du parti de classe et qu'elles fournissent les orientations, les indications de classe à la lutte prolétarienne et aux tentatives que fait et fera la classe ouvrière pour reconquérir son terrain de lutte et pour se réorganiser de manière indépendante de la politique, de l'idéologie, des institutions, des organisations de la classe dominante bourgeoise et de tous ses serviteurs.

Nous sommes conscients que cet objectif ne pourra pas être atteint avec nos seules forces actuelles. Ce n'est pas simplement ni principalement un problème du nombre de camarades qui travaillent de façon cohérente et organique pour former un parti communiste international effectif, sur une voie qui est ardue et tortueuse, voire même difficile à préciser; cela dépendra du développement du mouvement prolétarien dans un sens classiste, de l'expérience que les prolétaires les plus conscients accumuleront au cours des luttes sociales, de l'implantation au sein de la classe ouvrière d'une tradition classiste dans les luttes quotidiennes. Et cela dépendra de la rencontre entre le parti-historique, c'est-à-dire le programme communiste, constitué en force agissante, donc en parti-formel, et le prolétariat conscient, combatif, enfin disposé à ne plus abandonner ses intérêts de classe, immédiats et futurs, entre les mains des partis ouvriers bourgeois.

Notre tâche consiste à nous lier au fil historique invariant du marxisme révolutionnaire, et à oeuvrer pratiquement à la formation du parti marxiste en s'appuyant sur une expérience qui n'est pas celle, forcément limitée, des militants actuels, mais celle qui vient d'une longue et riche chaîne de luttes pratiques et de batailles théoriques dont le dernier anneau a été le P.C. International fondé par notre courant après la guerre.

Nous ne sommes prêts à aucun compromis, nous ne sommes disposés à abandonner aucun élément de l'oeuvre difficile accomplie par le parti d'hier. Nous ne transigeons sur aucune position théorique, politique, tactique ou organisationnelle qui ont caractérisé le travail du parti depuis 1952 et qui ont été définies dans ses Thèses.

Mais nous savons aussi que sur cette base beaucoup de choses restent encore à définir, surtout en matière tactique en raison du fait que les forces qui agissent sur la scène des affrontements sociaux présentent et présenteront une indéfinissable mobilité. Ces précisions et définitions supplémentaires, qu'il serait désastreux d'attendre de nouvelles interprétations, de nouvelles méthodes d'analyse, de nouvelles théories, en bref, de l'actualité du moment, doivent utilement contribuer à rendre efficaces les orientations révolutionnaires, si elles utilisent la méthode unique du marxisme, restauré par notre courant après la profonde falsification commise par la contre-révolution stalinienne.

Nous avançons vers la reconstitution du parti communiste international en travaillant en même temps sur les 3 niveaux fondamentaux: théorico-programmatique, politique, et le niveau des luttes revendicatives, pleinement conscients qu'il ne peut y avoir "d'étapes" successives entre eux, si l'on ne veut pas ériger une barrière entre les tâches que doit remplir toute organisation révolutionnaire digne de ce nom.

Nous avons entrepris de le faire en cherchant d'abord à tirer le bilan de la trajectoire du parti, et en particulier de sa dernière crise, qui a disloqué son réseau organisationnel international.

Notre journal et notre activité de publication, si limitée soit-elle, s'inscrivent dans la perspective d'achever la clarification et le bilan politique du parti; la reprise de la publication de notre revue théorique PROGRAMME COMMUNISTE en est un élément irremplaçable.

Les lecteurs qui ont suivi notre journal jusqu'ici savent que nous avons consacré beaucoup d'énergie et beaucoup de place à cet aspect de notre activité, mais sans que nous ayons jamais délaissé les problèmes politiques et théoriques soulevés par "l'actualité". Nous continuerons dans la même direction.

(L'article ci-dessus est extrait du "mot aux lecteurs" de IL COMUNISTA, notre organe pour l'Italie, qui paraît désormais en impression typographique)

il comunista
organo del partito comunista internazionale

Un censimento caranzersaglio elettorale
Il Primo Maggio proletario è morto
Rinascere soltanto sull'onda della lotta proletaria indipendente

Al lavoro come in guerra

Una parola o lettori o compagni

IL COMUNISTA
sommaire du No 77/1987:

-Le premier mai prolétarien est mort. -Enième farce électorale. -Un mot aux lecteurs. -Mouvements étudiants: Plus jamais ça! -La peur d'être prolétaires. -Autocritiques chinoises. -Perles trotskystes -Correspondance. -Divers.

PROGRAMME COMMUNISTE

Après plusieurs années de silence, notre revue théorique reparait. Au sommaire du numéro 89:

- Programme communiste reprend sa publication
- Rapport du centre international à la Réunion Générale (juillet 1982)
- La religion appui ou obstacle à la lutte de classe ?

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
No 89 - 20FF/ 5000L/ 6FS/ 120FB/ 3S/ 2I/ 400PTS - MAI 1987

SOMMAIRE

- Programme communiste reprend sa publication 1
- Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer 7
- Rapport du centre international à la Réunion Générale (juillet 1982) 20
- La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? Considérations à propos de "la théologie de la libération"
 - Prêtres et marxisme 72
 - Théologie de la libération 94
 - En marge du synode des Evêques 103

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la perspective de l'Internationalisme Communiste et du Parti Communiste d'Italie (de 1952-1953); la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie nationale et internationale, contre la théorie du socialisme, dans un seul pays; la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la lutte difficile de restauration de la direction et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

N 2412 - 89 - 20,00FF